

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works & Government
Services Canada/Réception des soumissions Travaux
publics et Services gouvernementaux Canada
1713 Bedford Row
Halifax, N.S./Halifax,(N.E.)
Halifax
Nova Scotia
B3J 1T3
Bid Fax: (902) 496-5016**

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Atlantic Region Acquisitions/Région de l'Atlantique
Acquisitions
1713 Bedford Row
Halifax, N.S./Halifax, (N.E.)
Halifax
Nova Scot
B3J 1T3

Title - Sujet Concrete Restoration	
Solicitation No. - N° de l'invitation W010C-200194/A	Date 2019-11-07
Client Reference No. - N° de référence du client W010C-20-0194	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$PWA-405-5950
File No. - N° de dossier PWA-9-82070 (405)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-11-26	Time Zone Fuseau horaire Atlantic Standard Time AST
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Kendell (PWA), Byron	Buyer Id - Id de l'acheteur pwa405
Telephone No. - N° de téléphone (902)497-5345 ()	FAX No. - N° de FAX (902)496-5016
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE WILLOW PARK BLDG 7 STN FORCES HALIFAX NOVA SCOTIA B3K5X5 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer includes provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes comprend des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address	
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone	
Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)	
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

**THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY REQUIREMENT / CE DOCUMENT CONTIENT DES
EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ**

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	3
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	4
1.4 COMPTE RENDU.....	4
1.5 MIGRATION PRÉVUE VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE).....	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS.....	4
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	4
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES.....	4
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE	5
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES.....	6
2.5 LOIS APPLICABLES	6
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES.....	7
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	7
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	8
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	8
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	10
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	10
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE	10
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	10
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES	11
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	11
6.2 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	12
PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....	12
A. OFFRE À COMMANDES.....	12
7.1 OFFRE.....	12
7.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	12
7.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	13
7.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES	14
7.5 RESPONSABLES.....	14
7.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	15
7.7 UTILISATEURS DÉSIGNÉS	15
7.8 INSTRUMENT DE COMMANDE	15
7.9 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES	16
7.10 LIMITATION FINANCIÈRE.....	16
7.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	17

7.12	ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	17
7.13	LOIS APPLICABLES	17
7.14	TRANSITION VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE).....	17
B.	CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	18
7.1	ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	18
7.2	CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	18
7.3	DURÉE DU CONTRAT.....	18
7.4	DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	18
7.5	PAIEMENT	18
7.6	INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION.....	19
7.7	ASSURANCES.....	19
7.8	CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i>	20
ANNEXE A		21
	ÉNONCÉ DES TRAVAUX	21
ANNEXE B		22
	BASE DE PAIEMENT	22
ANNEXE C		43
	LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	43
ANNEXE D		44
	FORMULAIRE DE RAPPORT DE L'OFFRE À COMMANDES	44
ANNEXE E		45
	INFORMATION REQUISE POUR L'ATTESTATION RELATIVE AU CODE DE CONDUITE	45

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances : comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent :

7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, le liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, la formulaire de rapport de l'offre à commandes et l'information requise pour l'attestation relative au code de conduite.

1.2 Sommaire

Les travaux en vertu de la présente convention d'offre à commandes comprennent la fourniture de la main-d'œuvre, des matériaux, des outils, de l'équipement, le transport et la supervision nécessaires pour effectuer divers travaux de béton, de restauration et d'injection de résine époxyde pour les surfaces en béton et en maçonnerie, pour l'intérieur et l'extérieur des bâtiments, des terrains et travaille à divers endroits de la BFC Halifax conformément au devis ci-joint W010C-200194, datée du 2019-06-30.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

La présente DOC permet aux offrants d'utiliser le service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leurs offres. Les offrants doivent consulter la partie 2 de la DOC, Instructions à l'intention des offrants, et la partie 3 de la DOC, Instructions pour la préparation des offres, pour obtenir de plus amples renseignements sur le recours à cette méthode.

1.3 Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances; et la Partie 7 – Offre à commandes et clauses du contrat subséquent. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organismes, les offrants devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>.)

1.4 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.5 Migration prévue vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Le Canada s'efforce actuellement de mettre au point une SAE en ligne plus rapide et plus conviviale pour commander des biens et des services. Pour en savoir plus sur la transition prévue vers ce système et sur les incidences éventuelles sur toute offre à commandes subséquente attribuée dans le cadre de cette demande de soumissions, reportez-vous à la section 7.15 – Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE).

Le [communiqué de presse](#) du gouvernement du Canada fournit des renseignements additionnels.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document [2006](#) (2019-03-04) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués dans la DOC.

Remarque : Pour les offrants qui choisissent de soumissionner en utilisant Connexion postel l'adresse de courriel est la suivante :

TPSGC.RARceptionSoumissionsNE-ARBidReceivingNS.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Les offres ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées 2006, ou pour envoyer des offres au moyen d'un message Connexion postel si l'offrant utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postel.»

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

Définitions

Pour les fins de cette clause, « ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#) L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension (à remplir par le soumissionnaire)

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui() Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs (à remplir par le soumissionnaire)

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui () Non ()**

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins **cinq (5)** jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

2.5 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en Nouvelle-Écosse et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation des offres

- Si l'offrant choisit d'envoyer son offre par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2006. Le système Connexion postal a une limite de 1 Go par message individuel affiché et de 20 Go par conversation. La soumission doit être présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Offre technique
Section II : Offre financière
Section III : Attestations

- Si l'offrant choisit de transmettre son offre sur papier, le Canada demande que l'offre soit présentée en sections distinctes, comme suit :

Section I : Offre technique (1 copie papier)
Section II : Offre financière (1 copie papier)
Section III : Attestations (1 copie papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

- Si l'offrant fournit simultanément plusieurs copies de son offre à l'aide de méthodes de livraison acceptables, et en cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postal et celui de la copie papier, le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postal aura préséance sur le libellé des autres copies.

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur offre en format papier :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la DOC.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la [Politique d'achats écologiques](https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573) (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants doivent :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement.

3.1.1 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

LES OFFRES DOIVENT INCLURE ET SATISFAIRE À TOUTES LES EXIGENCES OBLIGATOIRES ÉNONCÉES CI-DESSOUS POUR ÊTRE JUGÉE CONFORME. LES OFFRES NE COMPREND PAS ET QUI SATISFONT À TOUTES LES EXIGENCES OBLIGATOIRES CI-DESSOUS SERA JUGÉE IRRECEVABLE ET SERA REJETÉE.

QUALIFICATIONS DE L'ENTREPRENEUR

Les offrants doivent posséder un minimum de cinq (5) années d'expérience de la réalisation de divers travaux de béton, de restauration et d'injection de résine époxyde pour les projets de taille et de la nature de l'exigence indiqué à l'annexe A. Les offrants doivent utiliser les tableaux ci-dessous à la liste de deux (2) projets importants / contrats à l'appui de leur expérience. La personne-ressource du client fournis dans les tableaux présentés ci-dessous seront utilisés comme une vérification des références.

PROJET/CONTRAT N° 1	
Nom de l'organisation ou de l'entreprise cliente Nom : _____	
Nom et titre de la personne-ressource du client	Nom : _____ Titre : _____
Numéros de téléphone et de télécopieur de la personne-ressource du client	Téléphone : _____ Télécopieur : _____
Date de début du projet ou du contrat	Mois _____ Année _____
Date d'achèvement du projet ou du contrat	Mois _____ Année _____
Brève description du projet ou du contrat : _____ _____ _____ _____ _____ _____	

PROJET/CONTRAT N° 2	
Nom de l'organisation ou de l'entreprise cliente Nom : _____	
Nom et titre de la personne-ressource du client	Nom : _____ Titre : _____
Numéros de téléphone et de télécopieur de la personne-ressource du client	Téléphone : _____ Télécopieur : _____
Date de début du projet ou du contrat	Mois _____ Année _____
Date d'achèvement du projet ou du contrat	Mois _____ Année _____
Brève description du projet ou du contrat : _____ _____ _____ _____ _____ _____	

4.1.2 Évaluation financière

M0220T (2016-01-28), Évaluation du prix

4.2 Méthode de sélection

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les offrants doivent présenter avec leur offre, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ») du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'émission d'une offre à commandes

5.2.3.1 Statut et disponibilité du personnel

[M3020T](#) (2016-01-28), Statut et disponibilité du personnel

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

1. À la date de clôture de la demande d'offres à commandes, les conditions suivantes doivent être respectées :
 - a) l'offrant doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
 - b) les individus proposés par l'offrant et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
 - c) l'offrant doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
2. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les offrants devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>). le site Web Documents uniformisés d'approvisionnement ministériels.

6.2 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

7.1 Offre

7.1.1 L'offrant offre d'exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe A.

7.2 Exigences relatives à la sécurité

7.2.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le Programme de sécurité des contrats) s'appliquent et font partie intégrante de l'offre à commandes.

EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR ENTREPRENEUR CANADIEN : DOSSIER TPSGC N° W010C-20-0194

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de **vérification d'organisation désignée (VOD)** en vigueur, délivrée par le Programme de sécurité des contrats (PSC) du Secteur de la sécurité industrielle (SSI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de **FIABILITÉ** en vigueur, délivrée ou approuvée par le PSC/SSI/TPSGC.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable du PSC/SSI/TPSGC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C ;
 - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

D'autres exigences en matière de sécurité pour la 12e Escadre Shearwater, zone de l'aérodrome (zoa) :

1. L'entrepreneur et/ou du sous-traitant doivent avoir au minimum, la cote de sécurité « cote de fiabilité » pour avoir accès à un site restreinte, et être accompagnés d'un assigné, qualifiés, une cote de sécurité de l'escorte.
2. La zone d'opérations d'aérodrome (zoa) de la sécurité et d'information en matière de sécurité est requis par tous les membres du personnel ayant accès au volant de véhicules de travail sur la zoa.
3. Tout accès des véhicules les pistes, aires d'atterrissage d'hélicoptère ou de taxi domaines tel que défini par la 12e Escadre Shearwater, le contrôle de la circulation aérienne, doit avoir une rampe d'escorte qualifiés en tout temps.
4. Un valide, contrat à jour la liste d'accès de l'employé (CEAL) ainsi que la sécurité et sûreté zoa brève, dans la plupart des circonstances, garantit zoa accès; même si les opérations de la 12e Escadre prendra la décision finale, dépend de l'actuel l'analyse de la menace et des risques (AMR) et les exigences opérationnelles immédiates.

Immédiatement après l'attribution de l'offre à commandes (COC), l'entrepreneur doit présenter une demande de « demande de permis de visite (DPV) » pour chaque employé afin d'accéder à la propriété du MDN. Une preuve de la demande de permis de visite doit être fourni à l'agent de sécurité de la base (OSB) / surveillant de la sécurité de l'unité (SSU) dans un délai de 30 jours après l'attribution du COC. L'entrepreneur est responsable de la mise à jour des DPV liste est à jour sur une base annuelle pour la durée de la convention d'offre à commandes.

7.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.3.1 Conditions générales

[2005](#) (2017-06-21), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

7.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens et services qu'il fournit au gouvernement fédéral dans le cadre de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats effectués par le Canada, y compris ceux payés au moyen d'une carte d'achat du Canada.

Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

- premier trimestre : du 1 avril au 30 juin

-
- deuxième trimestre : du 1 juillet au 30 septembre
 - troisième trimestre : du 1 octobre au 31 décembre
 - quatrième trimestre : du 1 janvier au 31 mars

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les **dix (10)** jours civils suivant la fin de la période de référence.

7.4 Durée de l'offre à commandes

7.4.1 Période de l'offre à commandes

La période de passation des commandes subséquentes à l'offre à commandes est pour une période d'un an à compter de la date d'attribution.

7.4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'offre à commandes est autorisé pour utilisation au-delà de la période initiale, l'offrant offre de prolonger son offre pour une période supplémentaire de **deux (2), un (1) an périodes** dans les mêmes conditions et aux taux ou les prix précisés dans l'offre à commandes, ou à un taux ou le prix calculé conformément à la formule précisée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

7.4.3 Points de livraisons

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés à l'Annexe A de l'offre à commandes.

7.5 Responsables

7.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Byron Kendell
Titre : Spécialiste d'approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Adresse : 1713 Bedford Row, Halifax, N-É B3J 3C9

Téléphone : 902-497-5345
Télécopieur : 902-496-5016
Courriel : byron.kendell@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

7.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est (rempli au moment de l'attribution) :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - ____
Télécopieur : ____ - ____ - ____
Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

7.5.3 Représentant de l'offrant (à remplir par le soumissionnaire)

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : ____ ____
Télécopieur : ____ ____
Courriel : _____

7.6 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.7 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : **Les utilisateurs autorisés du MDN au sein de la Section des opérations de biens immobiliers – Halifax.**

7.8 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateur(s) désigné(s) à l'aide des formulaires dûment remplis ou de leurs équivalents, comme il est indiqué aux paragraphes 2 ou 3 ci-après, ou au moyen de la carte d'achat du Canada (Visa ou MasterCard) pour les besoins de faible valeur.

1. Les commandes subséquentes doivent provenir de représentants autorisés des utilisateurs désignés dans l'offre à commandes. Il doit s'agir de biens ou services ou d'une combinaison de biens et

services compris dans l'offre à commandes, conformément aux prix et aux modalités qui y sont précisés.

2. Les formulaires suivants sont disponibles au site Web [Catalogue de formulaires](#) :

- PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquente à une offre à commandes
- PWGSC-TPGSC 942-2 Commande subséquente à une offre à commandes (Livraison multiple)
- PWGSC-TPSGC 944 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (anglais seulement)
- PWGSC-TPSGC 945 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (français seulement)

ou

3. Un formulaire équivalent ou un document électronique de commande subséquente qui comprend à tous le moins les renseignements suivants :

- le numéro de l'offre à commandes;
- l'énoncé auquel les modalités de l'offre à commandes ont été intégrées;
- la description et le prix unitaire de chaque article;
- la valeur totale de la commande subséquente;
- le point de livraison;
- la confirmation comme quoi les fonds sont disponibles aux termes de l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;
- la confirmation comme quoi l'utilisateur a été désigné dans le cadre de l'offre à commandes et qu'il détient l'autorisation d'établir un contrat.

7.9 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser à déterminer \$ (taxes applicables incluses).

7.10 Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de (à déterminer) \$, (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisées exclue) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

7.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2017-06-21), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales 2010C (2018-06-21), services (complexité moyenne);
- e) l'Annexe A, Énoncé des travaux ;
- f) l'Annexe B, Base de paiement;
- g) l'Annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- h) l'offre de l'offrant en date du _____ (*insérer la date de l'offre*).

7.12 Attestations et renseignements supplémentaires

7.12.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

7.13 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur *et Nouvelle-Écosse* et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.14 Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Pendant la période de l'offre à commandes, le Canada peut effectuer la transition vers une SAE afin de traiter et de gérer de façon plus efficace les commandes subséquentes individuelles pour certains ou pour l'ensemble des biens et des services applicables de l'offre à commandes. Le Canada se réserve le droit, à sa propre discrétion, de rendre l'utilisation de la nouvelle solution d'achats électroniques obligatoire.

Le Canada accepte de fournir à l'offrant un préavis de trois mois afin de lui permettre d'adopter les mesures nécessaires en vue d'intégrer l'offre à la SAE. Le préavis comprendra une trousse d'information détaillée décrivant les exigences, ainsi que les orientations et les appuis pertinents.

Si l'offrant décide de ne pas offrir ses biens et ses services par l'intermédiaire de la Solution d'achats électroniques, l'offre à commandes pourrait être mise de côté par le Canada.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

7.2.1 Conditions générales

2010C (2018-06-21), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Période du contrat

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.3.2 Date de livraison

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.4 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.5 Paiement

7.5.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé des prix unitaires fermes précisés dans l'annexe B. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

7.5.2 Limite de prix

C6000C (2017-08-17), Limite de prix

7.5.3 Paiement unique

H1000C (2008-05-12), Paiement unique

7.5.4 Paiement électronique de factures – commande subséquente

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Dépôt direct (national et international) ;

L'entrepreneur sera tenu de fournir ce qui suit à la section des comptes créditeurs :

- 1. Renseignements bancaires pour le dépôt direct; et,
- 2. Adresse de courriel.

7.6 Instructions pour la facturation

L'entrepreneur doit présenter ses factures en conformité avec la section " Présentation des factures " des conditions générales. Une facture ne peut être présentée que si tous les travaux apparaissant sur la facture ont été réalisés. Les factures doivent être distribuées comme suit :

L'originale doit être envoyée à l'adresse qui suit pour attestation et paiement :

Section des comptes créditeurs
La Section des opérations de biens immobiliers - Halifax
Des Forces maritimes de l'Atlantique C.P. 99000
Succursale Forces, Willow Park, édifice 7
Halifax, NS B3K 5X5

Les factures doivent être soumises dans les 30 jours suivant la fin des travaux.
Chaque facture doit indiquer les renseignements suivants :

- 1. Numéro de contrat;
- 2. Ordre de travail / numéro de série;
- 3. Demande / pour le numéro de l'offre;
- 4. Numéro de bâtiment ou emplacement;
- 5. Les dates pendant lesquelles le travail a été accompli;
- 6. Une description détaillée du travail exécuté, avec liste détaillée des matériaux et de la main-d'œuvre (une copie de la facture du fournisseur de matériaux envoyée à l'entrepreneur doit aussi être comprise ainsi que de tout autre coût facturé), travaux, coûts indirects, profit et taxes applicables à inclure séparément sur la facture.
- 7. Les coûts de main-d'œuvre doivent être ventilés par le commerce et groupes de métiers. Les feuilles de temps de travail seront également fournis sur demande.

Aucune facture ne sera traitée sans l'information énoncées.

7.7 Assurances

L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage

pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

7.8 *Clauses du Guide des CCUA*

C0705C (2010-01-11) Vérification discrétionnaire des comptes

A9062C (2011-05-16) Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

D5328C (2014-06-26) Inspection et acceptation

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W010C-200194
N° de réf. du client - Client Ref. No.

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier

Id de l'acheteur - Buyer ID
pwa405
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

(Voir la pièce jointe)

ANNEXE B

BASE DE PAIEMENT

Veillez remplir les tableaux suivants et soumettre avec votre soumission.

1. Heures normales de travail: 7h30 à 16h du lundi au vendredi.
2. L'utilisation annuelle estimée (D) n'est qu'une estimation à des fins d'évaluation et ne déduit pas que toutes les quantités pour cet article seront utilisées ou que les quantités ne pourront être dépassées.
3. Tous les coûts associés au transport à destination et en provenance des lieux de travail dans la Municipalité régionale d'Halifax (MRH) DOIVENT être inclus dans le «Prix unitaire» à la colonne E, à l'exception des articles des lignes 20 and 21 ci-dessous.
4. Le prix de l'évaluation globale le plus bas sera déterminé comme suit: $F = D \times E$

Tableau 1 – Calcul du prix pour l'offre à commandes 1ère année : 26 janvier 2020 au 25 janvier 2021					
Article A	Classe de main- d'œuvre, matériel ou équipement B	Unité de mesure C	Heures/quantité estimée par année D	Prix unitaire E	Prix calculé F = D x E
1.	Enlèvement et élimination des trottoirs en béton ainsi que du gazon ou de l'asphalte environnant et de 150 mm de la base, du remblai ou des débris existants (au taux d'élimination approuvé).				
	a. 0 à 100 mm d'épaisseur	m ²	200	_____ \$/ m ²	_____ \$
	b. 101 à 200 mm d'épaisseur	m ²	100	_____ \$/ m ²	_____ \$
2.	Enlèvement et élimination de				

	dalles de béton sur le sol, y compris ainsi que du gazon ou de l'asphalte environnant et de 150 mm de la base, du remblai ou des débris existants (dans une aire de dépôt approuvée). a. 0 à 100 mm d'épaisseur b. 101 à 200 mm d'épaisseur	m ² m ²	200 100	____ \$/ m ² ____ \$/ m ²	____ \$ ____ \$
3.	Enlèvement et élimination des bordures de trottoir et caniveaux (dans une aire de dépôt approuvée). a. 150 mm à 300 mm b. 301 mm à 500 mm	mètre linéaire mètre linéaire	200 200	____ \$/ ml ____ \$/ ml	____ \$ ____ \$
4.	Enlèvement et élimination des matériaux afin de faciliter les nouveaux travaux de bétonnage (dans une aire de dépôt approuvée). a. gazon b. asphalte c. terre (jusqu'à 150 mm)	m ² m ² m ²	200 100 200	____ \$/ m ² ____ \$/ m ² ____ \$/ m ²	____ \$ ____ \$ ____ \$
5.	Coupe du pavé à la scie afin de faciliter les nouveaux travaux de bétonnage. a. asphalte (0 à	mètre	100	____ \$/ ml	____ \$

	100 mm) b. béton (0 à 100 mm) c. béton (101 à 200 mm) d. béton (201 à 300 mm)	linéaire mètre linéaire mètre linéaire mètre linéaire	200 50 50	____ \$/ ml ____ \$/ ml ____ \$/ ml	____ \$ ____ \$ ____ \$
6.	Remplissage d'une nouvelle couche de gravier tassé de 150 mm d'épaisseur pour les dalles et les trottoirs. a. matériau de type 1 b. matériau de type 2	 m ² m ²	 600 300	 ____ \$/ m ² ____ \$/ m ²	 ____ \$ ____ \$
7.	Construction d'un nouveau trottoir ou d'une nouvelle dalle en béton sur le sol, y compris les finitions, la cure du béton, les joints de dilatation et l'enduit d'imprégnation. a. 0 à 100 mm b. 101 à 200 mm c. filet métallique d. barre d'armature	 m ² m ² m ² kg	 400 300 400 4000	 ____ \$/ m ² ____ \$/ m ² ____ \$/ m ² ____ \$/ kg	 ____ \$ ____ \$ ____ \$ ____ \$
8.	Pose des nouveaux caniveaux et bordures de trottoir en béton, y compris les finitions, la cure du béton, les joints de retrait et l'enduit d'imprégnation. a. bordure de trottoir et caniveaux	 mètre linéaire	 200	 ____ \$/ ml	 ____ \$

	b. bordure de trottoir	mètre linéaire	100	_____ \$/ ml	_____ \$
9.	Pose d'une couche additionnelle de gravier tassé. a. matériau de type 1 b. matériau de type 1	m ² m ²	50 50	_____ \$/ ml _____ \$/ ml	_____ \$ _____ \$
10.	Fournir et installation du matériel de remise en état du site. a. gazon, y compris la pose et un arrosage b. asphalte (64 mm), posé conformément aux spécifications c. terre végétale (au moins 100 mm), y compris le ratissage et le roulement	m ² m ² m ²	200 50 200	_____ \$/ m ² _____ \$/ m ² _____ \$/ m ²	_____ \$ _____ \$ _____ \$
11.	Éprouvette d'essai du béton et béton prêt pour l'essai. a. éprouvette	par éprouvette	10	_____ \$	_____ \$
12.	Main-d'œuvre nécessaire pour le travail additionnel aux travaux décrits ci-dessus (réparations mineures des solins, appuis en pierre, calfeutrage, crépissage, épidermes, joints de dilatation, joints de				

	retrait, ancrage, goujonage, jet d'eau et sablage, écornure et carottage). Main-d'œuvre pour les heures réelles effectuées exclusivement pour le travail.				
	a. finisseur de ciment/béton et outils	par heure	200	_____ \$/ h	_____ \$
	b. aide/ouvrier	par heure	300	_____ \$/ h	_____ \$
13.	Enlèvement et élimination du béton détérioré.				
	a. 0 à 20 mm d'épaisseur	m ²	100	_____ \$/ m ²	_____ \$
	b. 21 à 75 mm d'épaisseur	m ²	60	_____ \$/ m ²	_____ \$
14.	Coupe de béton à la scie.				
	a. béton de 0 à 100 mm d'épaisseur	mètre linéaire	60	_____ \$/ ml	_____ \$
	b. béton de 101 à 200 mm d'épaisseur	mètre linéaire	30	_____ \$/ ml	_____ \$
	c. béton 201 à 300 mm d'épaisseur	mètre linéaire	30	_____ \$/ ml	_____ \$
15.	Injection de béton, y compris la préparation et la pose.				
	a. 150 mm à 300 mm	mètre linéaire	800	_____ \$/ ml	_____ \$
	b. 301 mm à 500 mm	mètre linéaire	400	_____ \$/ ml	_____ \$
16.	Reprofilage, y compris le nettoyage, la				

	préparation, la charpente, etc. a. couche d'enrobé de mortier d'une épaisseur de 0 à 20 mm b. réparation, épaisseur de 21 à 50 mm c. réparation, épaisseur de 51-100	m ² m ² m ²	40 40 40	____ \$/ m ² ____ \$/ m ² ____ \$/ m ²	____ \$ ____ \$ ____ \$
17.	Application sur la surface. a. liant b. enduit d'imprégnation	m ² m ²	60 90	____ \$/ m ² ____ \$/ m ²	____ \$ ____ \$
18.	Main-d'œuvre additionnelle nécessaire pour les travaux décrits ci-dessus (heures réelles ou productives effectuées exclusivement pour le travail). a. personne de métier du béton et outils b. aide/ouvrier c. travaux dans des espaces clos	par heure par heure par heure	900 300 200	____ \$/ h ____ \$/ h ____ \$/ h	____ \$ ____ \$ ____ \$
19.	Échafaudage (l'entrepreneur fournira des ensembles complets de charpentes temporaires) est rouge. Le coût de la main-d'œuvre				

	nécessaire au transport, à l'érection et au démantèlement de la passerelle en acier et de l'échafaudage volant doit être compris dans le prix.				
	a. échafaudage volant	par jour	50	_____ \$/ jour	_____ \$
	b. échafaudage volant	par semaine	1	_____ \$/ semaine	_____ \$
	c. plate-forme de travail	par jour	70	_____ \$/ jour	_____ \$
	d. plate-forme de travail	par semaine	1	_____ \$/ semaine	_____ \$
20.	Frais de main-d'œuvre (comprend le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes).				
	a. personne de métier du béton et outils	par heure	900	_____ \$/ h	_____ \$
	b. aide/ouvrier	par heure	300	_____ \$/ h	_____ \$
	c. work in confined space	par heure	200	_____ \$/ h	_____ \$
Tableau 1 - Prix offert total 1ère année (F)					_____ \$
Note: <ol style="list-style-type: none"> 1. Une allocation pour les matériaux et les pièces de rechange, les permis requis, les certificats, les évaluations, la location d'équipement spécialisé, l'enlèvement et les mesures de sécurité au coût net, plus une majoration de 10% (justifiés avec des reçus). 2. L'ensemble de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'équipement ainsi que le transport qui sont nécessaires pour les travaux de remise en état doivent être mesurés en fonction des unités ci-dessus. 					

Tableau 2 – Calcul du prix pour l'offre à commandes

1ère année d'option

26 janvier 2021 au 25 janvier 2022

Article A	Classe de main- d'œuvre, matériel ou équipement B	Unité de mesure C	Heures/quantité estimée par année D	Prix unitaire E	Prix calculé F = D x E
1.	Enlèvement et élimination des trottoirs en béton ainsi que du gazon ou de l'asphalte environnant et de 150 mm de la base, du remblai ou des débris existants (au taux d'élimination approuvé). a. 0 à 100 mm d'épaisseur b. 101 à 200 mm d'épaisseur	m ² m ²	200 100	____ \$/ m ² ____ \$/ m ²	____ \$ ____ \$
2.	Enlèvement et élimination de dalles de béton sur le sol, y compris ainsi que du gazon ou de l'asphalte environnant et de 150 mm de la base, du remblai ou des débris existants (dans une aire de dépôt approuvée). a. 0 à 100 mm d'épaisseur b. 101 à 200 mm d'épaisseur	m ² m ²	200 100	____ \$/ m ² ____ \$/ m ²	____ \$ ____ \$
3.	Enlèvement et élimination des bordures de				

	trottoir et caniveaux (dans une aire de dépôt approuvée). a. 150 mm à 300 mm b. 301 mm à 500 mm	mètre linéaire mètre linéaire	200 200	____ \$/ ml ____ \$/ ml	____ \$ ____ \$
4.	Enlèvement et élimination des matériaux afin de faciliter les nouveaux travaux de bétonnage (dans une aire de dépôt approuvée). a. gazon b. asphalte c. terre (jusqu'à 150 mm)	m ² m ² m ²	200 100 200	____ \$/ m ² ____ \$/ m ² ____ \$/ m ²	____ \$ ____ \$ ____ \$
5.	Coupe du pavé à la scie afin de faciliter les nouveaux travaux de bétonnage. a. asphalte (0 à 100 mm) b. béton (0 à 100 mm) c. béton (101 à 200 mm)	mètre linéaire mètre linéaire mètre linéaire	100 200 50	____ \$/ ml ____ \$/ ml ____ \$/ ml	____ \$ ____ \$ ____ \$
6.	Remplissage d'une nouvelle couche de gravier tassé de 150 mm d'épaisseur pour les dalles et les trottoirs. a. matériau de type 1 b. matériau de type 2	m ² m ²	600 300	____ \$/ m ² ____ \$/ m ²	____ \$ ____ \$

7.	Construction d'un nouveau trottoir ou d'une nouvelle dalle en béton sur le sol, y compris les finitions, la cure du béton, les joints de dilatation et l'enduit d'imprégnation. a. 0 à 100 mm b. 101 à 200 mm c. filet métallique d. barre d'armature	m ² m ² m ² kg	400 300 400 4000	____ \$/ m ² ____ \$/ m ² ____ \$/ m ² ____ \$/ kg	____ \$ ____ \$ ____ \$ ____ \$
8.	Pose des nouveaux caniveaux et bordures de trottoir en béton, y compris les finitions, la cure du béton, les joints de retrait et l'enduit d'imprégnation. a. bordure de trottoir et caniveaux b. bordure de trottoir	mètre linéaire mètre linéaire	200 100	____ \$/ ml ____ \$/ ml	____ \$ ____ \$
9.	Pose d'une couche additionnelle de gravier tassé. a. matériau de type 1 b. matériau de type 2	m ² m ²	50 50	____ \$/ ml ____ \$/ ml	____ \$ ____ \$
10.	Fournir et installation du matériel de remise en état du site. a. gazon, y compris la pose	m ²	200	____ \$/ m ²	____ \$

[illegible]

	élimination du béton détérioré. a. 0 à 20 mm d'épaisseur b. 21 à 75 mm d'épaisseur	m ² m ²	100 60	____ \$/ m ² ____ \$/ m ²	____ \$ ____ \$
14.	Coupe de béton à la scie. a. béton de 0 à 100 mm d'épaisseur b. béton de 101 à 200 mm d'épaisseur c. béton 201 à 300 mm d'épaisseur	mètre linéaire mètre linéaire mètre linéaire	60 30 30	____ \$/ ml ____ \$/ ml ____ \$/ ml	____ \$ ____ \$ ____ \$
15.	Injection de béton, y compris la préparation et la pose. a. 150 mm à 300 mm b. 301 mm à 500 mm	mètre linéaire mètre linéaire	800 400	____ \$/ ml ____ \$/ ml	____ \$ ____ \$
16.	Reprofilage, y compris le nettoyage, la préparation, la charpente, etc. a. couche d'enrobé de mortier d'une épaisseur de 0 à 20 mm b. réparation, épaisseur de 21 à 50 mm c. réparation, épaisseur de 51-100	m ² m ² m ²	40 40 40	____ \$/ m ² ____ \$/ m ² ____ \$/ m ²	____ \$ ____ \$ ____ \$
17.	Application sur la				

	b. échafaudage volant	par semaine	1	_____\$/ semaine	_____ \$
	c. plate-forme de travail	par jour	70	_____\$/ jour	_____ \$
	d. plate-forme de travail	par semaine	1	_____\$/ semaine	_____ \$
20.	Frais de main-d'œuvre (comprend le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes).				
	a. personne de métier du béton et outils	par heure	900	_____\$/ h	_____ \$
	b. aide/ouvrier	par heure	300	_____\$/ h	_____ \$
	c. travaux dans des espaces clos	par heure	200	_____\$/ h	_____ \$
Tableau 2 - Prix offert total 1ère année d'option (F)					_____ \$

Note:

1. Une allocation pour les matériaux et les pièces de rechange, les permis requis, les certificats, les évaluations, la location d'équipement spécialisé, l'enlèvement et les mesures de sécurité au coût net, plus une majoration de 10% (justifiés avec des reçus).
2. L'ensemble de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'équipement ainsi que le transport qui sont nécessaires pour les travaux de remise en état doivent être mesurés en fonction des unités ci-dessus.

Tableau 3 – Calcul du prix pour l'offre à commandes

2^e année d'option

26 janvier 2022 au 25 janvier 2023

Article	Classe de main-d'œuvre, matériel ou équipement	Unité de mesure	Heures/quantité estimée par année	Prix unitaire	Prix calculé
A	B	C	D	E	F = D x E

1.	Enlèvement et élimination des trottoirs en béton ainsi que du gazon ou de l'asphalte environnant et de 150 mm de la base, du remblai ou des débris existants (au taux d'élimination approuvé). a. 0 à 100 mm d'épaisseur b. 101 à 200 mm d'épaisseur	m ² m ²	200 100	____ \$/ m ² ____ \$/ m ²	____ \$ ____ \$
2.	Enlèvement et élimination de dalles de béton sur le sol, y compris ainsi que du gazon ou de l'asphalte environnant et de 150 mm de la base, du remblai ou des débris existants (dans une aire de dépôt approuvée). a. 0 à 100 mm d'épaisseur b. 101 à 200 mm d'épaisseur	m ² m ²	200 100	____ \$/ m ² ____ \$/ m ²	____ \$ ____ \$
3.	Enlèvement et élimination des bordures de trottoir et caniveaux (dans une aire de dépôt approuvée). a. 150 mm à 300 mm b. 301 mm à 500 mm	mètre linéaire mètre linéaire	200 200	____ \$/ ml ____ \$/ ml	____ \$ ____ \$
4.	Enlèvement et				

	<p>élimination des matériaux afin de faciliter les nouveaux travaux de bétonnage (dans une aire de dépôt approuvée).</p> <p>a. gazon</p> <p>b. asphalte</p> <p>c. terre (jusqu'à 150 mm)</p>	<p>m²</p> <p>m²</p> <p>m²</p>	<p>200</p> <p>100</p> <p>200</p>	<p>____ \$/ m²</p> <p>____ \$/ m²</p> <p>____ \$/ m²</p>	<p>____ \$</p> <p>____ \$</p> <p>____ \$</p>
5.	<p>Coupe du pavé à la scie afin de faciliter les nouveaux travaux de bétonnage.</p> <p>a. asphalte (0 à 100 mm)</p> <p>b. béton (0 à 100 mm)</p> <p>c. béton (101 à 200 mm)</p>	<p>mètre linéaire</p> <p>mètre linéaire</p> <p>mètre linéaire</p>	<p>100</p> <p>200</p> <p>50</p>	<p>____ \$/ ml</p> <p>____ \$/ ml</p> <p>____ \$/ ml</p>	<p>____ \$</p> <p>____ \$</p> <p>____ \$</p>
6.	<p>Remplissage d'une nouvelle couche de gravier tassé de 150 mm d'épaisseur pour les dalles et les trottoirs.</p> <p>a. matériau de type 1</p> <p>b. matériau de type 2</p>	<p>m²</p> <p>m²</p>	<p>600</p> <p>300</p>	<p>____ \$/ m²</p> <p>____ \$/ m²</p>	<p>____ \$</p> <p>____ \$</p>
7.	<p>Construction d'un nouveau trottoir ou d'une nouvelle dalle en béton sur le sol, y compris les finitions, la cure du béton, les joints de dilatation et l'enduit d'imprégnation.</p>				

	a. 0 à 100 mm b. 101 à 200 mm c. filet métallique d. barre d'armature	m ² m ² m ² kg	400 300 400 4000	____ \$/ m ² ____ \$/ m ² ____ \$/ m ² ____ \$/ kg	____ \$ ____ \$ ____ \$ ____ \$
8.	Pose des nouveaux caniveaux et bordures de trottoir en béton, y compris les finitions, la cure du béton, les joints de retrait et l'enduit d'imprégnation. a. bordure de trottoir et caniveaux b. bordure de trottoir	mètre linéaire mètre linéaire	200 100	____ \$/ ml ____ \$/ ml	____ \$ ____ \$
9.	Pose d'une couche additionnelle de gravier tassé. a. matériau de type 1 b. matériau de type 2	m ² m ²	50 50	____ \$/ ml ____ \$/ ml	____ \$ ____ \$
10.	Fournir et installation du matériel de remise en état du site. a. gazon, y compris la pose et un arrosage b. asphalte (64 mm), posé conformément aux spécifications c. terre végétale (au moins 100 mm), y compris le ratissage et le roulement	m ² m ² m ²	200 50 200	____ \$/ m ² ____ \$/ m ² ____ \$/ m ²	____ \$ ____ \$ ____ \$

11.	Éprouvette d'essai du béton et béton prêt pour l'essai. a. éprouvette	par éprouvette	10	_____ \$	_____ \$
12.	Main-d'œuvre nécessaire pour le travail additionnel aux travaux décrits ci-dessus (réparations mineures des solins, appuis en pierre, calfeutrage, crépissage, épidermes, joints de dilatation, joints de retrait, ancrage, goujonnage, jet d'eau et sablage, écornure et carottage). Main-d'œuvre pour les heures réelles effectuées exclusivement pour le travail. a. finisseur de ciment/béton et outils b. aide/ouvrier	par heure par heure	200 300	_____ \$/ h _____ \$/ h	_____ \$ _____ \$
13.	Enlèvement et élimination du béton détérioré. a. 0 à 20 mm d'épaisseur b. 21 à 75 mm d'épaisseur	m ² m ²	100 60	_____ \$/ m ² _____ \$/ m ²	_____ \$ _____ \$
14.	Coupe de béton à la scie. a. béton de 0 à 100 mm d'épaisseur	mètre linéaire	60	_____ \$/ ml	_____ \$

	b. béton de 101 à 200 mm d'épaisseur	mètre linéaire	30	_____ \$/ ml	_____ \$
	c. béton de 201 à 300 mm d'épaisseur	mètre linéaire	30	_____ \$/ ml	_____ \$
15.	Injection de béton, y compris la préparation et la pose.				
	a. 150 mm à 300 mm	mètre linéaire	800	_____ \$/ ml	_____ \$
	b. 301 mm à 500 mm	mètre linéaire	400	_____ \$/ ml	_____ \$
16.	Reprofilage, y compris le nettoyage, la préparation, la charpente, etc.				
	a. couche d'enrobé de mortier d'une épaisseur de 0 à 20 mm	m ²	40	_____ \$/ m ²	_____ \$
	b. réparation, épaisseur de 21 à 50 mm	m ²	40	_____ \$/ m ²	_____ \$
	c. réparation, épaisseur de 51-100	m ²	40	_____ \$/ m ²	_____ \$
17.	Application sur la surface.				
	a. liant	m ²	60	_____ \$/ m ²	_____ \$
	b. enduit d'imprégnation	m ²	90	_____ \$/ m ²	_____ \$
18.	Main-d'œuvre additionnelle nécessaire pour les travaux décrits ci-dessus (heures réelles ou productives)				

	effectuées exclusivement pour le travail).				
	a. personne de métier du béton et outils	par heure	900	____\$/ h	____\$
	b. aide/ouvrier	par heure	300	____\$/ h	____\$
	c. travaux dans des espaces clos	par heure	200	____\$/ h	____\$
19.	Échafaudage (l'entrepreneur fournira des ensembles complets de charpentes temporaires) est rouge. Le coût de la main-d'œuvre nécessaire au transport, à l'érection et au démantèlement de la passerelle en acier et de l'échafaudage volant doit être compris dans le prix.				
	a. échafaudage volant	par jour	50	____\$/ jour	____\$
	b. échafaudage volant	par semaine	1	____\$/ semaine	____\$
	c. plate-forme de travail	par jour	70	____\$/ jour	____\$
	d. plate-forme de travail	par semaine	1	____\$/ semaine	____\$
20.	Frais de main- d'œuvre (comprend				

	le temps de déplacement et toutes les dépenses connexes).	par heure	900	_____ \$/ h	_____ \$
a.	personne de métier du béton et outils	par heure	300	_____ \$/ h	_____ \$
b.	aide/ouvrier	par heure	200	_____ \$/ h	_____ \$
c.	travaux dans des espaces clos				
Tableau 3 - - Prix offert total 2^e année d'option (F)					\$ _____
Note: <ol style="list-style-type: none"> 1. Une allocation pour les matériaux et les pièces de rechange, les permis requis, les certificats, les évaluations, la location d'équipement spécialisé, l'enlèvement et les mesures de sécurité au coût net, plus une majoration de 10% (justifiés avec des reçus). 2. L'ensemble de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'équipement ainsi que le transport qui sont nécessaires pour les travaux de remise en état doivent être mesurés en fonction des unités ci-dessus. 					

Prix offert total à des fins d'évaluation (somme des tableaux 1, 2, et 3)

Tableau 1 total: _____ \$

Tableau 2 total: _____ \$

Tableau 3 total: _____ \$

Prix offert total _____ \$

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée en sus, FAB destination, y compris les taxes d'accise et droits de douane canadiens inclus.

Fin de la base de paiement

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W010C-200194
N° de réf. du client - Client Ref. No.

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier

Id de l'acheteur - Buyer ID
pwa405
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE C

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

(Voir la pièce jointe)

ANNEXE D

FORMULAIRE DE RAPPORT DE L'OFFRE À COMMANDES

Veuillez faire parvenir par télécopieur au responsable de l'offre à commandes nommé dans les présentes.

Veuillez utiliser le numéro de l'offre à commandes inscrit à la rubrique Objet et indiquer clairement :

Le numéro de l'offre à commandes pour laquelle les données sont présentées;
La période pendant laquelle les données ont été accumulées (date de début et date de fin);
Le Ministère pour lequel l'offre à commandes a été lancée;
La date de début et la date de fin de l'offre à commandes;
Les dépenses totales à ce jour, par ministère.

Offre à commandes		(Inscrire le n° de l'offre à commandes)	Date de début de l'OC JJ-MM-AAAA	Date de fin de l'OC JJ-MM-AAAA	
Valeur totale à ce jour (\$)		Valeur totale pour la période visée par le rapport (\$)	Début de la période visée par le rapport JJ-MM-AAAA	Fin de la période visée par le rapport JJ-MM-AAAA	
Ministère demandeur	Numéro de la commande	Description de travail	Date de commande	Date de livraison	Valeur de la commande (excluant la TPS)

ANNEXE E

INFORMATION REQUISE POUR L'ATTESTATION RELATIVE AU CODE DE CONDUITE

[DOIT ÊTRE REMPLIE PAR L'OFFRANT/LE SOUMISSIONNAIRE ET PRÉSENTÉE AVEC LA SOUMISSION]

Veuillez fournir le nom des entités suivantes, selon la nature du droit de propriété de l'entreprise.

1. Dans le cas d'une personne morale : le nom de chacun des membres actuels du conseil d'administration.

2. Dans le cas d'une entreprise individuelle ou d'un particulier faisant affaires sous le nom d'une entreprise : le nom de l'unique propriétaire ou particulier.

3. Dans le cas d'une coentreprise : le nom de tous les membres actuels de la coentreprise.

4. Dans le cas d'un particulier, le nom complet de la personne.

Ministère de la Défense nationale



Devis

Convention d'offre à commandes

Travaux de bétonnage, restauration et injection d'époxy

BFC Halifax, N.-É.

<u>Section</u>	<u>Titre</u>	<u>Pages</u>
<u>Division 01 - Exigences générales</u>		
01 11 00	Instructions générales	9
01 35 30	Exigences relatives à la santé et à la sécurité	10
01 35 35	Consignes de sécurité-incendie - MDN	5
01 35 36	Règlements relatifs à la sécurité, à la sûreté et aux incendies du DMFC Bedford	8
01 35 37	Accès au complexe de RDDC Atlantique	1
01 35 43	Protection de l'environnement	3
01 35 73	Exigences relatives aux espaces clos	11
01 61 00	Exigences générales concernant les produits	5
01 74 11	Nettoyage	2
<u>Division 03 - Béton</u>		
03 10 00	Coffrages et accessoires pour béton	5
03 20 00	Armatures pour béton	5
03 30 00.01	Béton coulé en place	12
03 40 00	Divers travaux de béton	5
03 50 00	Restauration et injection de résine époxy du béton	9

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

<u>1.1 SECTIONS CONNEXES</u>	.1	Section 03 10 00 Coffrages et accessoires pour béton.
	.2	Section 03 20 00 Armatures pour béton.
	.3	Section 03 30 00.01 Béton coulé en place.
	.4	Section 03 40 00 Divers travaux de béton.
	.5	Section 03 50 00 Restauration et injection de résine époxy du béton.
<u>1.2 DESCRIPTION DES TRAVAUX</u>	.1	Les travaux visés par la présente exigence comprend la fourniture de l'ensemble de la main d'oeuvre, du matériel, de l'équipement, des outils, de la transportation et de la supervision nécessaires pour effectuer divers travaux de béton, de restauration du béton et travaux d'injection de résine époxy pour des surfaces en béton et maçonnerie, pour l'extérieur et l'intérieur des bâtiments, des terrains et des travaux de la BFC Halifax comme prescrit dans la présente.
<u>1.3 REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE</u>	.1	Toute référence au Représentant du Ministère, qui est l'inspecteur de contrat, faite dans le présent devis, doit être interprétée comme une référence en tant que représentant de la Section des opérations immobilières - Halifax (SOI(H)).
<u>1.4 TRAVAUX COMPRIS</u>	.1	Les travaux en vertu de la présente exigence comprennent, sans toutefois se limiter aux éléments suivants:
	.1	Selon l'étendue des travaux énumérés à la division 03 - Béton.
	.2	Effectuer des travaux dans un espace clos selon les besoin.
	.3	Effectuer le nettoyage.
<u>1.5 EMPLACEMENT DES LIEUX DE TRAVAIL</u>	.1	Les endroits visés par le présent devis comprennent mais ne se limite pas aux endroits suivants:

1.5 EMPLACEMENT DES
LIEUX DE TRAVAIL
(Suite)

- .1 (Suite)
- .1 Municipalité régionale d'Halifax (MRH):
- .1 Stadacona - Halifax, N.-É.;
 - .2 Windsor Park - Halifax, N.-É.;
 - .3 Willow Park - Halifax, N.-É.;
 - .4 Royal Artillery (RA) Park - Halifax, N.-É.;
 - .5 manège militaire d'Halifax - Halifax, N.-É.;
 - .6 arsenal maritime CSM - Halifax, N.-É.;
 - .7 Division du contrôle des avaries - Herring Cove, N.-É.;
 - .8 Ferguson's Cove - Ferguson's Cove, N.-É.;
 - .9 12e Escadre Shearwater - Eastern Passage, N.-É.;
 - .10 champ de tir au canon d'Osbourne Head - Cow Bay, N.-É.;
 - .11 dépôt naval d'armement - Dartmouth, N.-É.;
 - .12 RDDC Atlantique - Dartmouth, N.-É.;
 - .13 station de démagnétisation de Wright's Cove - Dartmouth, N.-É.;
 - .14 DMFC Bedford - Bedford, N.-É.;
 - .15 manège militaire de Bedford - Bedford, N.-É.; et
 - .16 champ de tir de Bedford - Bedford, N.-É.
- .2 zones périphériques:
- .1 SFC Mill Cove - Mill Cove, N.-É.;
 - .2 SFC Newport Corner - Newport Corner, N.-É.; et
 - .3 manège militaire de Windsor - Windsor, N.-É.

- 1.6 ACCES AUX CHANTIERS
- .1 L'accès aux chantiers est sous la direction du ministère de la Défense nationale. Tous les visiteurs qui pénètrent dans des endroits où un laissez-passer quotidien est délivré seront informés de l'exigence de se soumettre à une fouille préalable à sa délivrance.
 - .2 Pendant qu'ils sont à l'intérieur des limites de la BFC Halifax, tous les employés, les sous-traitants et les représentants de l'entrepreneur doivent obéir aux ordres permanents promulgués par les autorités de la base/unité.
- 1.7 RÉUNION PRÉALABLE AU DÉBUT DES TRAVAUX
- .1 Dès l'attribution de la présente convention d'offre à commandes, l'entrepreneur retenu communiquera avec le Représentant du Ministère afin d'organiser une réunion préalable au début des travaux.
 - .2 Le Représentant du Ministère fournira à l'entrepreneur une liste de ses représentants autorisés à l'occasion de la réunion préalable aux travaux.
- 1.8 QUALITÉ DE L'EXÉCUTION
- .1 On entend par qualité de l'exécution la meilleure qualité de travail effectué par des travailleurs expérimentés et qualifiés pour accomplir les tâches pour lesquelles ils sont embauchés.
 - .2 L'entrepreneur doit éviter d'embaucher des personnes inaptes ou non qualifiées pour accomplir les tâches exigées. Le Représentant du Ministère se réserve le droit d'exiger le renvoi des lieux des travailleurs jugés incompetents, négligents ou ayant fait preuve d'insubordination.
 - .3 En cas de désaccord quant à la qualité ou à la justesse de l'exécution, les décisions sont prises par le Représentant du Ministère uniquement et elles sont sans appel.
 - .4 L'entrepreneur embauchera un superviseur compétent et expérimenté, investi de l'autorité nécessaire pour parler en son nom des questions courantes.
 - .5 Si l'entrepreneur fait appel à des sous-traitants, ces derniers doivent également respecter toutes les exigences de la présente.

1.9 HEURES NORMALES
DE TRAVAIL

- .1 Les heures normales de travail seront de 7h30 à 16h, du lundi au vendredi. Les travaux effectués en dehors des heures normales doivent être autorisés par le Représentant du Ministère.

1.10 UTILISATION DES
LIEUX PAR
L'ENTREPRENEUR

- .1 L'entrepreneur sera informé de l'utilisation des chantiers par le Représentant du Ministère.
- .2 L'entrepreneur n'encombrera pas les lieux des travaux de matériaux ou d'équipement de manière déraisonnable.
- .3 L'entrepreneur déplacera les produits ou l'équipement entreposés qui nuisent aux activités du Représentant du Ministère ou des autres entrepreneurs.
- .4 Le Représentant du Ministère présentera à l'entrepreneur les détails sur l'accès aux zones restreintes.

1.11 STATIONNEMENT

- .1 Dans des zones limitées, une place de stationnement sur les lieux sera mise à la disposition des véhicules et de l'équipement de l'entreprise uniquement. Entretenir et gérer cette place de stationnement conformément aux directives.
- .2 L'entrepreneur peut avoir à payer pour le stationnement aux endroits suivants:
- .1 Stadacona - Halifax, N.-É.;
- .2 Windsor Park - Halifax, N.-É.;
- .3 Willow Park - Halifax, N.-É.;
- .4 Royal Artillery (RA) Park - Halifax, N.-É.;
- .5 Manège militaire d'Halifax - Halifax, N.-É.;
- .6 arsenal maritime CSM - Halifax, N.-É.; et
- .7 dépôt naval d'armement - Dartmouth, N.-É.

1.12 NORMES ET CODES

- .1 Les travaux doivent être exécutés conformément à la plus récente édition du Code national du bâtiment du Canada (CNB), de la partie I du Code canadien de l'électricité, le Code national de la plomberie du Canada (CNP), de la partie II du Code canadien du travail, du Code national de prévention des incendies, aux règlements en matière de protection contre les chutes et d'érection d'échafaudages de la Nouvelle-Écosse, des directives du MDN/FC en matière de gestion de l'amiante et de tout autres règlements fédéraux, provinciaux et municipaux qui s'applique. En cas d'incohérence entre les dispositions de ces codes, les exigences les plus rigoureuses prévaudront.
- .2 Satisfaire aux exigences des documents de l'offre à commandes ainsi qu'aux normes, aux codes et aux documents de référence particuliers ou dépasser ceux-ci.

1.13 PROTECTION DES
INSTALLATIONS
EXISTANTES

- .1 L'entrepreneur prendra toutes les précautions nécessaires pour éviter d'endommager les installations existantes. Tout dommage à ces installations occasionné par les activités de l'entrepreneur sera réparé par ce dernier, à ses frais, dans les meilleurs délais.
- .2 Des parements et du matériel de protection spéciaux doivent être fournis afin de protéger les plantes, les murs, les saillies et les ouvrages adjacents à des endroits où des matériaux sont retirés, installés ou hissés.
- .3 L'entrepreneur doit protéger contre les dommages l'ensemble de l'ameublement, de l'équipement et de l'immeuble appartenant à l'occupant pendant l'exécution de la présente exigence.
- .4 Lorsque le Représentant du Ministère estime cela nécessaire, fournir et ériger des panneaux d'avertissement et des barrières.

1.14 MODIFICATIONS,
AJOUTS OU RÉPARATIONS
AU BÂTIMENT EXISTANT

- .1 Exécuter les travaux en nuisant le moins possible à l'exploitation du bâtiment, aux occupants, au public et à l'utilisation normale des lieux. Prendre les arrangements nécessaires avec le Représentant du Ministère pour faciliter l'exécution des travaux.
- .2 Dans les cas où la sécurité a été réduite en raison des travaux visés par le présent contrat, fournir des moyens temporaires pour assurer la sécurité.

1.14 MODIFICATIONS,
AJOUTS OU RÉPARATIONS
AU BÂTIMENT EXISTANT
(Suite)

- .3 Installer des pare-poussière, des barrières et des panneaux d'avertissement temporaires aux endroits où les travaux de transformation sont effectués près de lieux utilisés par le public ou des fonctionnaires.
- .4 Pour le transport des travailleurs, des matériaux et des matériels, n'utiliser que les ascenseurs existants du bâtiment.
 - .1 Protéger à la satisfaction du Représentant du Ministère les parois des ascenseurs avant d'utiliser ces derniers.
 - .2 Assumer la responsabilité des équipements ainsi que la responsabilité des dommages causés par les travaux et des surcharges imposées aux équipements existants.

1.15 SERVICES D'UTILITÉS
EXISTANTS

- .1 Avant d'interrompre des services d'utilités, en informer le Représentant du Ministère et obtenir les autorisations nécessaires.
- .2 Sil faut exécuter des piquages sur les canalisations d'utilités existantes ou des raccordements à ces canalisations, donner un avis préalable de 48 heures avant le moment prévu d'interruption des services électriques ou mécaniques correspondants. Veiller à ce que la durée des interruptions soit aussi courte que possible. Exécuter les travaux aux heures fixées par les autorités locales compétentes, en gênant le moins possible les locataires.
- .3 Avant de commencer les travaux, déterminer l'emplacement et l'étendue des gammes de services dans la zone de travail et informer le Représentant du Ministère des résultats.
- .4 Présenter un calendrier des travaux et faire approuver toute fermeture d'un service ou d'équipement actif par le Représentant du Ministère. Se conformer au calendrier des travaux approuvé et en informer les parties concernées.
- .5 Fournir des services d'utilités temporaires selon les directives du Représentant du Ministère afin que soient maintenus les systèmes critiques du bâtiment et des locataires.
- .6 Informer immédiatement le Représentant du Ministère de la présence de services non identifiés et confirmer par écrit les constatations.

1.16 COUPE, ASSEMBLAGE
ET RETOUCHE

- .1 Effectuer la coupe, l'assemblage et le raccordement nécessaires pour que les ouvrages soient bien assemblés.
- .2 Lorsque des ouvrages nouveaux sont raccordés à des ouvrages existants et lorsque des ouvrages existants font l'objet de transformation ou de coupe, retoucher les ouvrages nouveaux de sorte qu'ils soient assortis aux ouvrages existants.
- .3 Obtenir l'approbation du Représentant du Ministère avant de couper ou de percer des éléments porteurs ou de poser des manchons sur ceux-ci.
- .4 Effectuer les coupes à l'aide de lames laissant un rebord net et uniforme. Effectuer les retouches de sorte qu'elles soient le moins en évidence possible à l'assemblage final.

1.17 ÉLÉMENTS A
DISSIMULER

- .1 Sauf indication contraire du Représentant du Ministère, dissimuler les canalisations, les conduits et les câbles électriques dans les planchers, dans les murs et dans les plafonds des pièces et des aires finies.

1.18 LICENCES ET PERMIS

- .1 Il incombe à l'entrepreneur d'obtenir et de payer toutes les licences et tous les permis nécessaires pour effectuer les travaux.

1.19 ALIMENTATION EN
ÉLECTRICITÉ ET EN EAU

- .1 Le MDN pourra fournir, sans frais, une alimentation provisoire en électricité et en eau aux fins des travaux de construction.
- .2 Le Représentant du Ministère déterminera les points de livraison et les limites quantitatives. Tout raccord nécessite l'autorisation écrite préalable du Représentant du Ministère. Les raccords à une alimentation électrique existante doivent être effectués conformément au Code canadien de l'électricité.
- .3 Fournir, sans frais supplémentaires pour le MDN, l'équipement et les conduites temporaires permettant de raccorder ces services à l'emplacement de l'exécution des travaux.

1.19 ALIMENTATION EN
ÉLECTRICITÉ ET EN EAU
(Suite)

- .4 La fourniture des services temporaires par le MDN est assujettie aux exigences du Ministère. Elle peut être supprimée par le représentant du site du MDN en tout temps, sans préavis et sans reconnaissance de responsabilité pour les dommages ou les délais causés par cette suppression des services temporaires.
- .5 Lorsque les conduites de branchement temporaires ne sont plus requises, l'entrepreneur doit enlever toutes les conduites et tout l'équipement, rétablir les points de raccordement dans leur état initial et restaurer la terre à sa forme d'origine.

1.20 CHAUFFAGE ET
VENTILATION

- .1 Fournir, au besoin, des services temporaires de chauffage et de ventilation afin de:
 - .1 faire avancer les travaux;
 - .2 protéger les ouvrages et les produits contre l'humidité et le froid;
 - .3 prévenir la condensation de l'humidité sur les surfaces;
 - .4 assurer la température ambiante et le taux hygrométrique nécessaires à l'entreposage, à l'installation et au séchage des matériaux; et
 - .5 assurer une ventilation adéquate qui soit conforme aux dispositions du règlement sur la santé relatives à la prestation d'un environnement de travail sécuritaire.
- .2 Assurer une supervision serrée du fonctionnement du matériel de chauffage et de ventilation temporaire afin de:
 - .1 se conformer aux codes et aux normes qui s'appliquent;
 - .2 faire respecter les pratiques sécuritaires;
 - .3 empêcher l'usage abusif des services;
 - .4 prévenir les dommages aux aires finies; et
 - .5 évacuer les gaz de combustion des appareils à combustion directe à l'extérieur.

<u>1.21 INSPECTION</u>	.1	Tous les travaux et les matériaux visés par le présent devis sont sujets à une inspection du Représentant du Ministère ou de son(sa) représentant(e) désigné(e) en tout temps.
------------------------	----	--

<u>1.22 DESSINS SUPPLÉMENTAIRES</u>	.1	Le Représentant du Ministère peut fournir des dessins supplémentaires pour faciliter l'exécution des travaux. Ces dessins seront fournis à titre d'information seulement. Ces dessins supplémentaires ont la même signification et la même portée que les dessins faisant partie des documents contractuels.
---	----	--

<u>1.23 SIGNALEMENT DES ANOMALIES</u>	.1	L'entrepreneur informera immédiatement le Représentant du Ministère de toute anomalie constatée dans la zone de travail, comme les accidents, les déversements, les vices de construction, les problèmes d'ordre mécanique ou électrique et(ou) toute tâche qui excède la portée des travaux.
---	----	---

PARTIE 2 - PRODUITS

<u>2.1 SANS OBJET</u>	.1	Sans objet.
-----------------------	----	-------------

PARTIE 3 - EXÉCUTION

<u>3.1 SANS OBJET</u>	.1	Sans objet.
-----------------------	----	-------------

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 MESURES DE SÉCURITÉ SUR LES CHANTIERS

- .1 Observer et appliquer les mesures de sécurité et respecter les exigences des lois et des instruments habilitants suivants:
 - .1 la partie II du Code canadien du travail et le Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail;
 - .2 la loi de la Nouvelle-Écosse intitulée Nova Scotia Occupational Health and Safety Act et le règlement d'application intitulé Occupational General Safety Regulations, tels que modifiés de temps à autre;
 - .3 les dernières modifications apportées à la partie 8 du Code national du bâtiment du Canada et le Code national de prévention des incendies du Canada;
 - .4 Santé Canada - Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT).
- .2 Se reporter à la Section 01 35 35, Consignes de sécurité-incendie - MDN.
- .3 Le Représentant du Ministère fournira un exemplaire de toutes les instructions écrites particulières pertinentes qui doivent être suivies.
- .4 Avant le début des travaux:
 - .1 A la demande de l'État, le soumissionnaire doit fournir des documents indiquant la formation en techniques et normes de sécurité suivie par chaque personne qui participera à l'exécution des exigences.
- .5 Les mesures disciplinaires suivantes seront appliquées pour toute infraction à un règlement sur la sécurité en vertu de la présente:
 - .1 Première infraction:

- 1.1 MESURES DE SÉCURITÉ SUR LES CHANTIERS
(Suite)
- .5 (Suite)
- .1 (Suite)
- .1 Un avertissement verbal est donné à l'entrepreneur qui commet une première infraction à un règlement sur la sécurité (L'infraction est documentée dans le dossier de l'offre à commandes et un exemplaire de cette documentation est remis à l'entrepreneur et à SPAC.).
- .2 Deuxième infraction:
- .1 Un avertissement écrit est donné à l'entrepreneur qui commet une deuxième infraction à un règlement sur la sécurité (L'infraction est documentée dans le dossier de l'offre à commandes et un exemplaire de cette documentation est remis à l'entrepreneur et à SPAC.).
- .3 Troisième infraction:
- .1 Une troisième infraction à un règlement sur la sécurité peut entraîner la résiliation de l'offre à commandes.
- .4 Infraction grave:
- .1 Dans le cas d'une infraction à un règlement sur la sécurité jugée grave par un organisme de réglementation, un gestionnaire de projet ou un officier de sécurité, on recommandera à l'autorité contractante de résilier immédiatement le contrat ou l'offre à commandes (L'infraction est documentée dans le dossier de l'offre à commandes et un exemplaire de cette documentation est remis à l'entrepreneur et à SPAC.).
- 1.2 ÉVALUATION DU DANGER
DANGER
- .1 L'entrepreneur doit mettre en oeuvre et réaliser un programme d'évaluation du danger de la santé et de la sécurité dans le cadre du travail. Le programme inclure:
- .1 Évaluation initiale du danger:

1.2 ÉVALUATION DU
DANGER
(Suite)

- .1 (Suite)
 - .1 (Suite)
 - .1 Exécutée dès la notification de l'attribution du contrat et/ou avant le début des travaux.
 - .2 Évaluation continue du danger:
 - .1 Effectuée lors du déroulement du travail identifiant de nouveaux ou potentiels risques sanitaires et de sécurité jusqu'alors inconnus. Au minimum, les évaluations des dangers doivent être effectuées lorsque:
 - .1 nouveau travail de sous-traitant, nouveau sous-traitant(s) ou de nouveaux travailleurs arrivent sur le site pour commencer une autre partie du travail;
 - .2 la portée des travaux a été modifiée;
 - .3 les travaux effectués dans des espaces clos; et/ou
 - .4 le potentiel de danger ou de la faiblesse en matière de santé et les pratiques actuelles de sécurité sont identifiées par le Représentant du Ministère.
- .2 Les évaluations du danger seront projet et site spécifique, basées sur une analyse des documents et du site.
- .3 Chaque évaluation des dangers doit être faite par écrit. Conservez les copies de toutes les évaluations sur le site pour la durée du travail. Sur demande, mettre à la disposition du Représentant du Ministère.
- .4 L'entrepreneur doit aviser le Représentant du Ministère de matières dangereuses soupçonnée pendant le travail et ne ressort pas des dessins, des spécifications ou le rapport concernant le travail (par exemple le plomb, amiante, etc). Ne pas déranger ces matières en attente des directives du Représentant du Ministère. Le Représentant du Ministère prendra les dispositions nécessaires pour tester les matières selon les besoins.

1.3 PRODUITS D'AMIANTE ET ACTIVITÉ ASSOCIÉE A L'AMIANTE

- .1 La fourniture de nouveaux produits contenant des matériaux fibreux en amiante est interdite dans les limites de la base/unité.
- .2 La démolition ou le déplacement de matériaux amiantés appliqués par projection ou à la truelle peut être dangereux pour la santé. Les personnes qui trouvent des matériaux semblant contenir de l'amiante appliquée à la truelle ou pulvérisée dans le cadre de l'exécution des travaux doivent cesser les travaux et en aviser immédiatement le Représentant du Ministère. Les travaux doivent être interrompus jusqu'à la réception des instructions écrites au Représentant du Ministère.

1.4 DÉVERSEMENT DE MATIÈRES DANGEREUSES

- .1 L'entrepreneur et les sous-traitants doivent informer le service d'incendie du MDN et le Représentant du Ministère de tout incident ou déversement de matières dangereuses (HAZMAT).
- .2 Dans le cas d'un déversement de matières dangereuses, les procédures d'actions initiales suivantes doivent être suivies:
 - .1 assurer la sécurité de tout le personnel;
 - .2 évaluer les risques de déversements;
 - .3 ventiler la zone si le déversement est à l'intérieur et éliminer toutes les sources d'ignition;
 - .4 faire cesser le déversement si possible en toute sécurité (par exemple, arrêter la pompe, remplacer le bouchon, incliner le cylindre métallique vers le haut, colmater une fuite, etc);
 - .5 quel que soit le volume, contacter le service d'incendie du MDN et fournir les informations suivantes:
 - .1 l'heure du déversement;
 - .2 l'emplacement;
 - .3 considérations particulières:
 - .1 sécurité des personnes;
 - .2 environnementales.

1.4 DÉVERSEMENT DE
MATIERES DANGEREUSES
(Suite)

- .2 (Suite)
- .5 (Suite)
- .4 type et la quantité du déversement:
- .5 personne qui signale le déversement:
- .1 nom;
- .2 compagnie; et
- .3 numéro de téléphone.
- .6 contenir le déversement;
- .7 isoler la zone suivant les besoins;
- .8 fournir les fiches signalétiques au service d'incendie du MDN et au Représentant du Ministère;
- .9 informer le Représentant du Ministère; et
- .10 nettoyer les déversements mineurs utilisant l'équipement et les fournitures de protection appropriés.

1.5 FIXATEUR A
CARTOUCHES

- .1 Les dispositifs actionnés par charge explosive ne seront pas utilisés sans l'approbation du Représentant du Ministère.
- .2 L'opérateur du dispositif actionné par charge explosive doit avoir la formation applicable avant son utilisation.
- .3 L'opérateur doit suivre les directives d'utilisation de sécurité du fabricant et porter l'équipement de protection individuelle adéquat.

1.6 TRAVAIL A CHAUD

- .1 Tout travail à chaud nécessite l'approbation du Représentant du Ministère et l'autorisation écrite du service d'incendie du MDN (permis de travail à chaud). Le permis de travail à chaud et les exigences de piquet d'incendie seront fournies par le service d'incendie du MDN.

1.6 TRAVAIL A CHAUD (Suite)

- .2 L'installation de ventilation située dans l'aire des travaux à chaud doit être isolée afin d'éviter que des vapeurs ou de la fumée s'en dégagent et afin de réduire toute possible propagation du feu à d'autres parties du bâtiment.
- .3 L'entrepreneur doit embaucher un employé ayant suivi une formation dans l'utilisation d'un extincteur qui agira comme piquet d'incendie pendant un travail à chaud et pendant une période d'au moins 30 minutes suivant la fin de l'activité.

1.7 ESPACES CLOS

- .1 Les travaux dans des espaces clos seront exécutés conformément aux dispositions de la partie XI du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.
- .2 L'entrepreneur doit fournir et entretenir tout équipement dont une personne a besoin pour entrer dans un espace clos et/ou pour exécuter un travail de manière sécuritaire, conformément à la partie XI du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.
- .3 L'entrepreneur doit donner de la formation, conformément aux exigences de la partie XI du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.
 - .1 L'employeur et/ou ses employés doivent fournir une preuve de la formation suivie ainsi que de leur qualification, à la demande du Représentant du Ministère.
- .4 L'entrepreneur doit fournir au Représentant du Ministère une copie du «permis d'entrée» pour chaque entrée dans un espace clos afin de se conformer à la partie XI du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.
- .5 L'entrepreneur doit faire évaluer les risques associés à l'entrée dans un espace clos.
 - .1 L'entrepreneur doit remettre une copie de l'évaluation des risques au Représentant du Ministère.
- .6 L'entrepreneur doit avoir un plan de sauvetage écrit posté sur le site.

1.7 ESPACES CLOS (Suite)	.7	L'entrepreneur doit informer le service d'incendie du MDN et la centrale de chauffage avant d'entrer dans les tunnels des utilités.
1.8 PROTECTION CONTRE LES CHUTES	.1	Tous les travaux effectués à une hauteur qui dépasse les restrictions relatives à la hauteur imposées par la loi, à partir d'une structure non munie d'un dispositif de protection et/ou d'un échafaudage, seront exécutés conformément aux dispositions du paragraphe 12.10 de la partie XII du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.
	.2	Les composantes de tout dispositif de protection contre les chutes doivent être conformes aux normes précisées dans le paragraphe 12.10 (2) de la partie XII du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.
	.3	L'entrepreneur doit veiller à ce que le matériel de protection contre les chutes soit entretenu, inspecté et vérifié par un technicien qualifié, tel que l'exige le paragraphe 12.3 de la partie XII du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.
1.9 ÉCLAIR D'ARC ÉLECTRIQUE	.1	L'entrepreneur doit veiller à ce que tout l'équipement électrique, tels les standards téléphoniques, les panneaux de contrôle, les centres de commande de moteurs et les enveloppes des socles de compteur, porte une étiquette d'avertissement qui met en garde les utilisateurs contre le risque de choc électrique et d'éclair d'arc électrique. Toutes les installations électriques, nouvelles et modifiées, doivent porter cette étiquette.
	.2	Les informations concernant la «catégorie de danger d'éclair d'arc électrique (de 0 à 4)» et la «zone de sécurité contre les arcs électriques» définie dans la norme NFPA 70E (National Fire Protection Association des États-Unis) doivent également figurer sur l'étiquette d'avertissement. Toutes les spécifications de projets doivent comprendre une étude de courts-circuits ainsi qu'une analyse des dangers d'éclair d'arc électrique.

- | | | |
|---|----|--|
| 1.9 ÉCLAIR D'ARC
ÉLECTRIQUE
(Suite) | .3 | <p>En conformité avec la norme CSA Z462, Sécurité en matière d'électricité au travail, les entrepreneurs-électriciens doivent effectuer une analyse des dangers de choc et d'éclair d'arc électriques afin de déterminer l'équipement de protection individuel (EPI) adéquat à porter. Les entrepreneurs-électriciens doivent porter un équipement de protection individuel contre les éclairs d'arc électrique lorsqu'ils effectuent une recherche de panne et des tests de diagnostic qui ne peuvent être exécutés si le conducteur ou le circuit électrique n'est pas mis sous tension. L'entrepreneur doit veiller à ce que toutes ses pratiques de travail assurent la protection de chaque employé contre les éclairs d'arc électrique et contre un contact direct de toute partie du corps avec des parties sous tension ou indirect par l'entremise d'un autre objet porteur de courant.</p> |
| 1.10 SÉCURITÉ | .1 | <p>Il incombe à l'entrepreneur de bien connaître l'ensemble des lois, des règlements, des codes et des exigences en matière de sécurité qui s'appliquent. Ces lois, règlements, codes et exigences en matière de sécurité applicables doivent être indiqués et abordés dans le plan de sécurité, et toutes les instructions permanentes d'opération (IPO), les pratiques de travail sécuritaires qui intègrent des mesures de contrôle claires et particulières, les règles, les procédures et les pratiques qui s'appliquent deviendront obligatoires.</p> |
| | .2 | <p>L'entrepreneur s'assurera que tous les travailleurs et toutes les personnes autorisées qui accèdent au chantier sont informés du plan de sécurité affiché et qu'ils se conforment à ce plan, aux règles et procédures de sécurité ainsi qu'aux pratiques de travail sécuritaires et observent les lois, les règlements et les codes qui s'appliquent. Les personnes qui ne les respectent pas ne seront pas autorisées à entrer dans le site.</p> |
| | .3 | <p>L'entrepreneur s'assurera que l'ensemble de l'équipement de protection individuel (EPI) nécessaire est utilisé.</p> |
| | .1 | <p>Tous les employés sont tenus de porter un casque de protection conforme à la norme CSA Z94.1, Casques de sécurité pour l'industrie.</p> |

- 1.10 SÉCURITÉ
(Suite)
- .3 (Suite)
- .2 Tous les employés sont tenus de porter des chaussures de sécurité conformes à la norme CSA Z195, Lignes directrices relatives à la sélection, à l'entretien et à l'utilisation des chaussures de protection.
- .3 Tous les employés sont tenus de porter un dispositif de protection des yeux et du visage conforme à la norme CSA Z94.3.1, Sélection, utilisation et entretien des lunettes de protection.
- .4 Lorsque et quand le niveau sonore est plus de 85 décibels, tous les employés sont tenus de porter un dispositif de protection de l'ouïe conforme à la norme CSA Z94.2, Protecteurs auditifs - Performance, sélection, entretien et utilisation.
- .5 Lorsqu'ils peuvent être exposés à des fumées toxiques ou à des émanations délétères, à un déficit en oxygène ou à des concentrations élevées de poussières qui présentent un danger pour la vie, la sécurité ou la santé, tous les employés sont tenus de porter un appareil respiratoire conforme à la norme CAN/CSA Z94.4, Choix, utilisation et entretien des appareils de protection respiratoire.
- .4 Le Représentant du Ministère prendra les dispositions nécessaires pour que l'entrepreneur soit informé des mesures de sécurité relatives au site dans les 14 jours suivant l'attribution de la convention d'offre à commandes.
- 1.11 RÉACTION A UN
INCIDENT DE SÉCURITÉ
- .1 Un incident de sécurité peut être défini comme tout fait ou événement pouvant affecter la sécurité personnelle ou organisationnelle.
- .2 Lorsque l'entrepreneur exécute des travaux dans les locaux de BFC Halifax, des incidents ou des menaces de sécurité peuvent survenir à tout moment, tel que des alertes à la bombe, une intrusion active, confinement barricadé, etc.
- .3 Lorsqu'un incident de sécurité se produit, l'entrepreneur doit:
- .1 arrêter le travail en toute sécurité;

1.11 RÉACTION A UN
INCIDENT DE SÉCURITÉ
(Suite)

- .3 (Suite)
- .2 prendre compte de tout votre personnel dans une zone protégée;
- .3 se présenter au bureau principal du bâtiment ou au gestionnaire de l'installation pour les instructions à suivre; et
- .4 appeler le Représentant du Ministère.
- .4 Les actions ci-dessus doivent être prises aussi pendant les exercices d'entraînement de sécurité de la base/unité.

1.12 PANNEAUX ET AVIS
SUR LES LIEUX

- .1 Panneaux et avis de sécurité et instructions:
 - .1 Les panneaux et les avis de sécurité ainsi que les instructions seront rédigés dans les deux langues officielles. Les symboles graphiques utilisés seront conformes à la plus récente version de «Signaux et symboles dans le milieu du travail».

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

<u>1.1 SIGNALEMENT D'UNE URGENCE</u>	.1	Les numéros de téléphone à composer pour signaler une urgence seront fournis par le Représentant du Ministère à la séance d'information en sécurité-incendie.
<u>1.2 APPLICATION DES MESURES DE SÉCURITÉ AU CAS D'INCENDIE</u>	.1	La prescription et l'application des mesures de sécurité au cas d'incendie qui sont obligatoires dans les limites de la base/unité relèvent du service d'incendie du MDN.
	.2	Le personnel de l'entrepreneur doit observer toutes les exigences relatives à la présente section sur le devis, à la dernière édition du Code national du bâtiment du Canada (CNB) et du Code national de prévention des incendies du Canada (CNPI), y compris toutes modifications ultérieures publiées par le Conseil national de recherches du Canada.
<u>1.3 SÉANCE D'INFORMATION EN SÉCURITÉ-INCENDIE</u>	.1	Avant de commencer les travaux visés par la présente, le Représentant du Ministère organisera une réunion de toutes les parties concernées afin d'examiner et de clarifier les mesures de sécurité au cas d'incendie, et, au besoin, une séance d'information avec le service d'incendie du MDN.
<u>1.4 PIQUET D'INCENDIE</u>	.1	Pour tous les travaux à chaud, l'entrepreneur doit assurer le service de guetteurs d'incendie, selon l'importance et le calendrier prévus par le service d'incendie du MDN lors de la délivrance du permis de travail à chaud.
<u>1.5 EXTINCTEURS</u>	.1	Fournir les extincteurs nécessaires à la protection, en cas d'urgence, des travaux en cours et des installations de l'entrepreneur sur le chantier; les extincteurs fournis doivent avoir les caractéristiques exigées par le service d'incendie du MDN.
<u>1.6 MESURES DE SÉCURITÉ RELATIVES A LA FUMÉE</u>	.1	Il est interdit de fumer sur les propriétés du MDN, sauf aux endroits désignés. Ceci comprend l'usage de tabac, dans les véhicules automobile pour le transport des personnes.

- 1.6 MESURES DE SÉCURITÉ RELATIVES A LA FUMÉE (Suite)
- .2 En conformité avec les présentes exigences en matière de sécurité-incendie se rapportant à l'aire des travaux et au site, le Représentant du Ministère et le service d'incendie du MDN désigneront les endroits présentant un risque d'incendie ainsi que les endroits non réglementés où il peut être permis de fumer.
- .3 Il est interdit de fumer dans tous les bâtiments.
- .4 Dans toutes les autres zones, faire preuve de prudence et suivre les directives écrites ou verbales du Représentant du Ministère relatives à l'utilisation d'articles de fumeur.
- 1.7 SIGNALEMENT DES INCIDENTS D'INCENDIE
- .1 Signaler immédiatement tous les incidents d'incendie de la manière suivante:
- .1 actionner le dispositif d'alarme le plus proche;
- .2 composer le 9-1-1 ou le numéro de téléphone indiqué au cours de la séance d'information; et
- .3 téléphoner le Représentant du Ministère.
- .2 Les personnes qui actionnent le dispositif d'alarme doivent demeurer sur place afin d'indiquer au service d'incendie le chemin vers les lieux du sinistre.
- .3 Lorsqu'un incendie est signalé par téléphone, donner l'emplacement de l'incendie, le nom et le numéro de l'édifice et être prêt à indiquer le chemin vers les lieux du sinistre au service d'incendie.
- 1.8 SYSTEMES D'ALARME DE PROTECTION INCENDIE, INTÉRIEURS ET EXTÉRIEURS
- .1 Informer au moins 48 heures à l'avance le service d'incendie du MDN de tout travail prévu pouvant nécessiter que les systèmes d'alarme incendie et/ou de protection soient:
- .1 être obstrués de quelque manière que ce soit;
- .2 être fermés ou arrêtés; et/ou
- .3 être laissés hors service à la fin d'une période ou d'une journée de travail sans autorisation ou directives du service d'incendie du MDN.

- | | | |
|--|----|--|
| 1.8 SYSTEMES D'ALARME
DE PROTECTION INCENDIE,
INTÉRIEURS ET EXTÉRIEURS
<u>(Suite)</u> | .2 | N'entreprendre aucune de ces mesures tant que le Représentant du Ministère n'a pas confirmé l'approbation et les directives du service d'incendie du MDN. |
| | .3 | Les prises d'eau, les réservoirs au sol et les tuyaux souples ne doivent être utilisés qu'aux fins de lutte contre l'incendie, à moins d'une autorisation du Représentant du Ministère et du service d'incendie du MDN. |
| 1.9 BLOCAGE DE L'ACCES
AUX ENGINS D'INCENDIE
<u></u> | .1 | Informar à l'avance le service d'incendie du MDN de l'exécution de tout travail susceptible de gêner le déplacement des véhicules de lutte contre les incendies, de toute dérogation au dégagement minimal qu'il aura prescrit, de la mise en place de barricades et de l'exécution de travaux d'excavation. |
| 1.10 DÉCHETS ET
MATÉRIAUX DE REBUT
<u></u> | .1 | Accumuler le moins possible de déchets et de matériaux de rebut. |
| | .2 | Entreposage: |
| | .1 | lorsque l'entreposage de déchets d'hydrocarbures dans les zones de travail est nécessaire, faire preuve d'une extrême prudence afin d'assurer une sécurité et une propreté maximales; |
| | .2 | les chiffons ou les matériaux graisseux ou huileux susceptibles de s'enflammer spontanément doivent être déposés et conservés dans un récipient approuvé par le service d'incendie du MDN et enlevés conformément aux directives du Représentant du Ministère. |
| | .3 | Il est interdit de brûler des matériaux de rebut. |
| | .4 | Enlèvement des déchets et des matériaux de rebut: |
| | .1 | Débarrasser le chantier de tout matériau de rebut à la fin de chaque journée ou de chaque période de travail, ou selon les directives du Représentant du Ministère. |

1.11 LIQUIDES INFLAMMABLES ET COMBUSTIBLES

- .1 Utiliser, manutentionner et entreposer les liquides inflammables et combustibles conformément aux exigences du Code national de prévention des incendies du Canada (édition en vigueur) et sont régies par les exigences formulées par le service d'incendie du MDN.
- .2 On pourra garder sur le chantier jusqu'à 30 litres d'essence, de naphte, de kérosène ou autres liquides inflammables ou combustibles, pourvu que ceux-ci soient conservés dans des récipients approuvés portant le label d'homologation des Laboratoires des assureurs du Canada ou de la Factory Mutual. L'entreposage de plus de 30 litres de liquides inflammables ou combustibles en vue de l'exécution de certains travaux devra être approuvé par le service d'incendie du MDN.
- .3 Le Représentant du Ministère se réserve le droit d'exiger l'enlèvement du site de tout conteneur d'entreposage qui n'est pas jugé acceptable par le service d'incendie du MDN.
- .4 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles à l'intérieur des bâtiments ou sur les plates-formes de chargement.
- .5 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles à proximité de flammes nues ou de tout dispositif générateurs de chaleur.
- .6 Il est interdit d'utiliser comme diluants ou comme produits de nettoyage des liquides inflammables dont le point d'éclair est inférieur à 38 degrés Celsius (naphte ou essence, par exemple).
- .7 Conserver sur le chantier le moins possible de liquides usés inflammables ou combustibles; le cas échéant, les entreposer dans des contenants approuvés rangés dans un endroit sûr et bien ventilé. Transmettre toute demande d'évacuation de ces produits au service d'incendie du MDN.

1.12 MATIERES DANGEREUSES

- .1 Exécuter tous les travaux nécessitant l'emploi de matières toxiques ou dangereuses, de produits chimiques ou d'explosifs, ou encore présentant des risques quelconques pour la vie, la sécurité ou la santé conformément aux exigences du Code national de prévention des incendies du Canada et aux mesures prévues par le service d'incendie du MDN.

- 1.12 MATIERES DANGEREUSES (Suite)
- .2 Obtenir du service d'incendie du MDN une autorisation de travail à chaud pour tous travaux, dans les bâtiments ou les installations, nécessitant des opérations de soudage ou de brûlage ou encore l'utilisation de chalumeaux ou d'appareils générateurs de chaleur.
 - .3 Dans le cas de tous les travaux nécessitant l'utilisation d'une source de chaleur dans des endroits où il y a risque d'incendie ou d'explosion, assurer la présence d'agents de sécurité-incendie équipés du matériel d'extinction approprié. Le service d'incendie du MDN délimitera les endroits où il y a risque d'incendie ou d'explosion ainsi que les mesures de sécurité à prendre dans chaque cas. Il incombe à l'entrepreneur de retenir les services d'agents de sécurité-incendie sur le chantier, selon les modalités établies au préalable avec le service d'incendie du MDN.
 - .4 Assurer une ventilation adéquate et éliminer toutes les sources d'inflammation lorsque des liquides inflammables tels que des vernis et des produits à base d'uréthane sont utilisés. Informer le service d'incendie du MDN de l'emploi de tels produits avant le début et à la fin des travaux en question.

- 1.13 INSPECTIONS EFFECTUÉES PAR LE CHEF DU SERVICE DES INCENDIES
- .1 Les inspections du chantier par le service d'incendie du MDN seront coordonnées par le Représentant du Ministère.
 - .2 Permettre au service d'incendie du MDN le libre accès au chantier.
 - .3 Collaborer avec le service d'incendie du MDN au cours des inspections périodiques du chantier.
 - .4 Corriger immédiatement toute situation jugée dangereuse par le service d'incendie du MDN.

PARTIE 2 - PRODUITS

- 2.1 SANS OBJET
- .1 Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

- 3.1 SANS OBJET
- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- .1 Les entrepreneurs veilleront à ce que leur personnel connaisse bien ces règlements et ces exigences.
- .2 Les règlements relatifs à la sécurité, à la sûreté et aux incendies du Dépôt de munitions des Forces canadiennes Bedford (DMFC) promulgués par le commandant de la base, BFC Halifax, et administrés par le surintendant du DMFC Bedford, Nouvelle-Écosse, sont résumés dans les pages suivantes.
- .3 Le personnel de l'entrepreneur doit obéir à tous les règlements pendant qu'il travaille à l'intérieur des limites du DMFC Bedford.

1.2 RÉUNION DE SÉCURITÉ ET DE SÛRETÉ PRÉALABLE AUX TRAVAUX

- .1 Avant de commencer les travaux, l'entrepreneur doit rencontrer les officiers des règlements relatifs à la sécurité, à la sûreté et à la sécurité incendie du site. Conformément aux directives du Représentant du Ministère et des officiers des règlements du site, l'entrepreneur s'assurera que tous ses employés reçoivent des instructions détaillées en matière de sécurité, de sûreté et de précautions à prendre contre l'incendie propres à un dépôt de munitions et qu'ils respectent les règlements en tout temps.

1.3 LAISSEZ-PASSER DE SÉCURITÉ

- .1 Les entrepreneurs doivent se présenter au sous-officier responsable des commissionnaires à l'édifice 153; ils doivent donner le nom de tous leurs employés ainsi qu'une description de tous leurs véhicules afin d'obtenir les laissez-passer temporaires nécessaires avant de procéder aux travaux dans les limites du dépôt.

1.4 CONDITIONS D'ACCES

- .1 Tous les visiteurs se verront délivrer un laissez-passer quotidien et devront signer un accusé de réception indiquant qu'ils sont au courant des conditions d'accès suivantes et consentent à celles-ci.
- .2 La personne à qui ce laissez-passer est délivré accepte de le remettre à l'agent de sûreté posté à la guérite à la fin du contrat ou de l'emploi au DMFC Bedford.

<u>1.4 CONDITIONS D'ACCES (Suite)</u>	.3	Tous les véhicules qui pénètrent dans le DMFC Bedford et en sortent peuvent être soumis à une fouille afin de s'assurer qu'aucun article interdit n'y est introduit ou qu'aucun produit de contrebande n'en est retiré.
<u>1.5 SERVICES D'INCENDIE DU DMFC BEDFORD</u>	.1	Le service d'incendie du MDN assure la lutte contre les incendie au DMFC Bedford du lundi au vendredi, de 7h30 à 16h. Les travaux visés par le présent contrat doivent être terminés à 15h30 tous les jours. En dehors de ces heures, l'intervention en cas d'incendie est assurée par la Municipalité régionale d'Halifax (MRH). L'entrepreneur communiquera avec le chef de peloton de l'arsenal, au numéro de téléphone 427-0550, poste 3500, avant d'exécuter des travaux pendant les heures de fermeture.
<u>1.6 FOUILLES</u>	.1	Le Corps canadien des commissionnaires peut en tout temps effectuer une fouille personnelle des personnes qui se trouvent à l'intérieur du dépôt de munitions. Les véhicules qui pénètrent dans le dépôt et en sortent peuvent être soumis à une fouille afin d'assurer qu'aucun produit de contrebande n'est introduit dans la zone des explosifs et qu'aucun bien n'en est retiré sans autorisation.
<u>1.7 ALARMES</u>	.1	Alarmes du dépôt:
	.1	Une sirène d'alarme retentit uniquement en cas d'urgence comme un incendie, une explosion, un orage ou une évacuation. Une sirène retentit également pour indiquer une «fin d'alerte».
	.2	Alarme d'incendie:
	.1	Le système d'alarme incendie du dépôt émet une série de signaux sonores d'intensité «ÉLEVÉE à FAIBLE» pour indiquer qu'il y a une urgence dans la zone des explosifs. Les entrepreneurs doivent alors cesser leurs activités et se rendre, dans leurs propres véhicules, jusqu'à la sortie la plus proche, à l'écart de la zone des explosifs. Lorsqu'aucun véhicule n'est disponible, ils doivent se rendre jusqu'au lieu de rassemblement le plus proche, soit l'édifice 169 ou 143.
	.3	Orage:

1.7 ALARMES
(Suite)

- .3 (Suite)
- .1 Le système d'alarme incendie du dépôt émet une série de signaux sonores pour lancer un avertissement d'orage. Les entrepreneurs doivent alors cesser leurs activités et se rendre, dans leurs propres véhicules, jusqu'à la sortie la plus proche, à l'écart de la zone des explosifs. Lorsqu'aucun véhicule n'est disponible, ils doivent se rendre jusqu'au lieu de rassemblement le plus proche, soit l'édifice 169 ou 143.
- .4 Évacuation:
- .1 Le système d'alarme incendie du dépôt émet une série de signaux sonores lents pour indiquer que le surintendant a donné l'ordre d'évacuer la zone des explosifs. Cette évacuation pourrait s'étendre à la zone sans explosifs et à tout autre endroit, selon les ordres du surintendant.
- .5 Fin d'alerte:
- .1 Le système d'alarme incendie du dépôt émet une sonnerie continue pour indiquer la fin de l'état d'alerte.

1.8 SIGNALEMENT D'UN
INCENDIE

- .1 Qu'ils aient été éteints ou non, tous les incendies doivent être signalés immédiatement au service d'incendie du MDN.
- .2 Tous les entrepreneurs et les employés doivent bien connaître l'emplacement des avertisseurs d'incendie ou des téléphones les plus proches.
- .3 Les incendies peuvent être signalés en déclenchant l'avertisseur d'incendie public le plus proche ou en composant le 911. Les personnes qui signalent un incendie doivent demeurer près de l'avertisseur d'incendie ou du téléphone jusqu'à l'arrivée du service d'incendie et être prêtes à indiquer le chemin vers les lieux du sinistre au service d'incendie.

1.9 ARTICLES INTERDITS

- .1 L'introduction des articles suivants dans la zone des explosifs est interdite et/ou contrôlée. Le surintendant peut autoriser l'introduction des articles suivants:
- .1 les allumettes ou tout autre équipement producteur de flammes (y compris les allume-cigarettes);

1.9 ARTICLES INTERDITS
(Suite)

- .1 (Suite)
- .2 les pipes, les produits du tabac, les appareils ou les articles de fumeur quels qu'ils soient;
- .3 les explosifs ou les produits chimiques;
- .4 les lumières, les lampes, les appareils ou les outils électriques qui ne sont pas à l'épreuve des explosions;
- .5 les appareils photographiques;
- .6 la nourriture et les boissons; et
- .7 le matériel de transmission (comme les récepteurs portatifs, les téléphones cellulaires, les démarreurs à distance, les ouvre-portes de garage, etc.).
- .2 L'introduction, la possession ou la consommation de boissons alcoolisées, de narcotiques ou de toute substance intoxicante dans les limites du dépôt de munitions est interdite.
- .3 Tout matériel de ce type découvert dans le cadre d'une fouille sera saisi par les agents de sécurité du site et détenu à la guérite.

1.10 REGLEMENTS RELATIFS
A LA SÉCURITÉ ET AUX
INCENDIES

- .1 Fumée:
 - .1 Il est formellement interdit de fumer dans les zones des explosifs.
- .2 Bâtiments:
 - .1 Il est interdit de fumer dans tous les bâtiments.
- .3 Mesures de sécurité relatives à l'équipement électrique et électronique:
 - .1 Toute personne qui utilise ou entretient de l'équipement électrique et électronique requérant une tension supérieure à 50 V doit informer les officiers de sécurité et de sécurité-incendie du chantier de toutes les règles de sécurité énoncées dans les manuels de fonctionnement et d'instruction de cet équipement.

1.10 REGLEMENTS RELATIFS
A LA SÉCURITÉ ET AUX
INCENDIES
(Suite)

- .4 Substances inflammables, explosifs ou produits chimiques:
- .1 Au besoin, l'introduction de substances inflammables, d'explosifs ou de produits chimiques dans la zone des explosifs peut être autorisée, pourvu que l'officier de sécurité du dépôt et le service d'incendie du dépôt en aient été informés et que le surintendant ait donné son autorisation. Lorsque leur introduction a été autorisée, ces articles peuvent être transportés par les entrepreneurs, pourvu que le service d'incendie du dépôt ait été informé du corridor de transport et que des extincteurs d'incendie adéquats soient disponibles.
- .5 Flamme nue ou soudage:
- .1 Tous les travaux requérant le coupage, le soudage ou l'utilisation d'appareils à flamme nue à l'intérieur de bâtiments contenant des explosifs ou près de ceux-ci doivent avoir été préalablement approuvés. L'officier de la sécurité-incendie inspectera la zone des travaux afin de s'assurer qu'elle dispose d'extincteurs d'incendie et de dispositifs de premiers soins adéquats et que des guetteurs d'incendie y sont postés.
- .6 Contenants de distribution de carburant:
- .1 Les entrepreneurs doivent s'assurer que tous leurs contenants de distribution de carburant satisfont aux normes suivantes ou les dépassent:
- .1 bidons de sécurité de type II, étanches et en tôle plombée, homologués par les Laboratoires des assureurs (UL) et approuvés par la Mutuelle des manufacturiers;
- .2 bidons munis d'un bouchon à ressort qui s'ouvre pour laisser s'échapper la vapeur et se referme automatiquement lorsque la pression interne est relâchée;
- .3 bidons munis d'un pistolet de distribution en métal flexible ou rigide qui empêche la production d'étincelles statiques;

- 1.10 REGLEMENTS RELATIFS A LA SÉCURITÉ ET AUX INCENDIES (Suite)
- .6 (Suite)
- .1 (Suite)
- .4 norme de réception: contenants Protectoseal, modèles nos 247, 249, 8410 et 8420;
- .5 autres produits acceptables: contenants Safe-T-Way; et
- .6 tout autre modèle de contenant doit être approuvé par le service d'incendie du MDN.
- .7 Toute infraction à l'un des règlements précités entraînera l'annulation immédiate du laissez-passer de sécurité du contrevenant et son expulsion immédiate du site.
- 1.11 REGLEMENTS RELATIFS A LA CIRCULATION
- .1 Véhicules:
- .1 Tous les opérateurs doivent obéir rigoureusement aux règles suivantes lorsqu'ils circulent dans le dépôt de munitions.
- .1 Les conducteurs éviteront de laisser tourner au ralenti le moteur de leur véhicule ou de laisser sans surveillance les véhicules garés entre les bâtiments ou les traverses.
- .2 Les conducteurs éviteront de conduire un véhicule dans le sens inverse de celui indiqué sur les panneaux annonçant une voie «à sens unique».
- .3 Il est interdit en tout temps de conduire un véhicule à une vitesse supérieure à 25 kilomètres à l'heure à l'intérieur de la zone du dépôt.
- .4 Il est interdit en tout temps de conduire un véhicule à une vitesse supérieure à 8 kilomètres à l'heure entre les murs pare-souffle et les bâtiments à l'intérieur de la zone du dépôt.
- .5 Aucun véhicule ne sera laissé sans surveillance à moins de 10 mètres d'une prise d'eau d'incendie ou à moins de 30 mètres d'un bâtiment où sont entreposés des explosifs.

1.11 REGLEMENTS RELATIFS
A LA CIRCULATION
(Suite)

- .1 (Suite)
 - .1 (Suite)
 - .6 Tous les véhicules seront munis d'un extincteur dont la taille et le type permet d'éteindre un incendie qui se déclarerait à bord de ceux-ci.
- .2 Routes d'accès:
 - .1 Les routes et les bâtiments qui se trouvent à l'intérieur du DMFC Bedford doivent être accessibles en tout temps en cas d'incendie ou d'urgence. Les entrepreneurs qui ont besoin d'obstruer les routes d'accès dans le cadre de l'exécution des travaux s'assureront qu'une voie de chaque route est praticable en tout temps. Les véhicules qui ne sont pas nécessaires au transport du personnel jusqu'à la sortie la plus proche seront garés sur le bord de la route, à l'écart du bâtiment le plus proche.
- .3 Ravitaillement en carburant:
 - .1 Il est interdit de ravitailler en carburant les véhicules qui se trouvent à l'intérieur des zones des explosifs. Le remplissage de carburant du matériel léger (tondeuses à gazon, scies à chaîne, etc.) ne peut être fait qu'aux endroits désignés par l'officier de sécurité et par l'officier de la sécurité-incendie. Les pratiques en matière de sécurité se rapportant au ravitaillement du matériel chaud doivent toutes être respectées. Des extincteurs d'incendie adéquats correspondant aux types recommandés par l'officier de la sécurité-incendie doivent être fournis. Seuls les contenants distributeurs de sécurité approuvés et précisés à l'alinéa 1.10.6 seront autorisés dans les limites du dépôt de munitions.
- .4 Toute infraction à l'un des règlements précités entraînera l'annulation immédiate du laissez-passer du véhicule et l'expulsion immédiate du contrevenant du site.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET .1 Sans objet.

FIN DE SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 AUTORISATION D'ACCES AUX EMPLACEMENTS .1 Les employés des entrepreneurs doivent chaque matin se présenter au poste de garde principal, signer le registre et obtenir un insigne d'identité qu'ils doivent porter sur eux en tout temps. Lorsqu'ils quittent le complexe à la fin de la journée ou à la pause déjeuner, les employés des entrepreneurs doivent se présenter au poste de garde principal, remettre l'insigne et signer le registre.

1.2 STATIONNEMENT .1 Les véhicules des entrepreneurs seront autorisés à circuler dans le périmètre intérieur, pourvu qu'ils circulent pendant de courtes périodes de temps pour charger ou décharger du matériel et du ravitaillement et qu'ils soient ensuite déplacés dans le parc de stationnement pour visiteurs ou dans la rue adjacente. Le superviseur sur place de la société contractante est autorisé à garer son véhicule pendant de courtes périodes de temps à l'une des places de stationnement réservées aux visiteurs ou, si ces places sont occupées, à garer celui-ci dans le périmètre intérieur lorsqu'il effectue ses visites régulières de progression de l'ouvrage. Il est important de signaler que les véhicules des entrepreneurs qui entrent dans le périmètre intérieur peuvent être soumis, au moment de leur départ, à une fouille qui sera effectuée par le commissionnaire de service. En cas d'abus, RDDC Atlantique se réserve le droit de limiter le droit de stationnement susmentionné.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 SANS OBJET .1 Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET .1 Sans objet.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 DÉFINITIONS

- .1 Pollution et dommages à l'environnement:
 - .1 Présence d'éléments ou d'agents chimiques, physiques ou biologiques qui ont un effet nuisible sur la santé et le bien-être des personnes, qui altèrent les équilibres écologiques importants pour les humains et qui constituent une atteinte aux espèces jouant un rôle important pour ces derniers ou qui dégradent les caractères esthétique, culturel et/ou historique de l'environnement.
- .2 Protection de l'environnement:
 - .1 Prévention/maîtrise de la pollution et de la perturbation de l'habitat et de l'environnement durant la construction.

1.2 FEUX

- .1 Les feux et le brûlage des déchets sur le chantier sont interdits.

1.3 ÉLIMINATION DES DÉCHETS

- .1 Éviter d'éliminer des déchets ou des matières volatiles, comme des essences minérales, du pétrole ou du diluant pour peintures, dans les voies navigables, les égouts pluviaux ou les égouts séparatifs.
- .2 Il est interdit d'enfouir des déchets et des débris sur le chantier.
- .3 Tous les déversements doivent être signalés immédiatement au Représentant du Ministère, et les travaux de nettoyage seront effectués aux frais de l'entrepreneur.

1.4 DRAINAGE

- .1 Prévoir le drainage et le pompage temporaires nécessaires pour garder les lieux des travaux à sec.
- .2 S'assurer que l'eau pompée vers un cours d'eau, un réseau d'égout ou un système d'évacuation ou de drainage ne contient pas de matières en suspension.
- .3 Assurer l'évacuation ou l'élimination des eaux contenant des matières en suspension ou des substances nocives conformément aux exigences des autorités locales.

- 1.5 DÉFRICHEMENT DU CHANTIER ET PROTECTION DES PLANTES
- .1 Protéger les arbres et les arbustes adjacents au chantier de construction, aux aires d'entreposage et aux voies de camionnage. Entourer les arbres et les arbustes d'une cage protectrice en bois d'une hauteur d'au moins 2 m à partir du niveau du sol.
 - .2 Durant les travaux d'excavation et de terrassement, protéger jusqu'à la ligne d'égouttement les racines des arbres désignés, afin qu'elles ne soient pas déplacées ni endommagées.
 - .1 Éviter de circuler et de décharger ou d'entreposer des matériaux inutilement au-dessus de la zone radiculaire des arbres protégés.
 - .3 Réduire au minimum l'enlèvement de la terre végétale et de la végétation.
 - .4 N'enlever des arbres que dans les zones indiquées ou désignées par le Représentant du Ministère.

- 1.6 TRAVAUX EXÉCUTÉS A PROXIMITÉ DES COURS D'EAU
- .1 Les engins de construction doivent être utilisés depuis le rivage seulement.
 - .2 Les cours d'eau doivent demeurer exempts de déblais, de matériaux de rebut ou de débris.

- 1.7 PRÉVENTION DE LA POLLUTION
- .1 Assurer le contrôle des émissions produites par le matériel et l'outillage conformément aux exigences des autorités locales.
 - .2 Arroser les matériaux secs et recouvrir les déchets afin d'éviter que le vent soulève la poussière ou entraîne les débris. Supprimer la poussière sur les chemins temporaires.

PARTIE 2 - PRODUITS

- 2.1 SANS OBJET
- .1 Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET .1 Sans objet.

FIN DE SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 RÉFÉRENCES

- .1 La partie XI du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail (dernière édition, y compris toutes les modifications).
- .2 CSA Z1006 Gestion du travail dans les espaces clos.
- .3 La publication de l'organisme American Conference of Governmental Industrial Hygienists des États Unis intitulée «Threshold Limit Values For Chemical Substances and Physical Agents and Biological Indices».

1.2 DESCRIPTION

- .1 Cette section présente les règlements et les mesures d'urgence qui doivent être suivis pour assurer la sécurité des activités à l'intérieur et à proximité des espaces clos potentiellement dangereux.
- .2 Les normes de sécurité présentées dans cette section s'appliquent aux entrepreneurs et consultants et à leurs employés, aux matériaux, aux ouvrages et immeubles dans l'ensemble de la base des Forces canadiennes Halifax.
- .3 Toute personne qui entre dans un espace clos ou agit à titre d'observateur ou de sauveteur aura reçu une formation complète sur toutes les procédures, conformément à la référence mentionnée à l'alinéa 1.2.1.
- .4 Il incombe à l'entrepreneur de s'assurer du respect des dispositions de la présente section et des normes mentionnées à l'alinéa 1.2.1.

1.3 RESTRICTIONS

- .1 Aucun entrepreneur, consultant ou employé d'un entrepreneur ou d'un consultant:
 - .1 n'est autorisé à entrer dans un espace clos dangereux avant d'avoir reçu une évaluation, écrite et rédigée dans un langage que l'employé et(ou) l'entrepreneur comprend, du niveau d'exposition à des risques dans l'espace clos; l'entrée dans un espace clos sera effectuée conformément à la présente section et aux exigences formulées à l'alinéa 1.2.1;

1.3 RESTRICTIONS

(Suite)

- .1 (Suite)
- .2 ne peut entrer dans un espace clos dangereux avant qu'un permis d'entrée sécuritaire ait été affiché sur les lieux du travail et qu'une copie ait été versée au dossier.

1.4 DÉFINITIONS

- .1 Les définitions suivantes s'appliquent à la présente section:
 - .1 Espace clos:
 - .1 Désigne un réservoir, une cuve de traitement, une enceinte souterraine, un tunnel ou tout autre espace qui n'est ni conçu pour être occupé par des personnes, ni destiné à l'être, sauf pour l'exécution d'un travail:
 - .1 qui a des voies d'entrée et de sortie restreintes;
 - .2 qui a une mauvaise aération naturelle;
 - .3 où la quantité d'oxygène dans l'atmosphère peut être inadéquate; ou
 - .4 dont l'air peut contenir une substance dangereuse.
 - .2 Substance dangereuse:
 - .1 Désigne une substance ou un agent chimique, biologique et physique dont une propriété présente un risque pour la santé et la sécurité de quiconque y est exposé.
 - .3 Personne qualifiée:
 - .1 Désigne une personne possédant les connaissances, la formation et l'expérience voulues pour accomplir comme il convient et en toute sécurité une tâche particulière.
 - .4 Catégorie d'espaces clos:

1.4 DÉFINITIONS

(Suite)

.1

(Suite)

.4 (Suite)

.1 Désigne un ensemble d'au moins deux espaces clos susceptibles, en raison de leurs similarités, de présenter les mêmes risques pour les personnes qui y entrent, en sortent ou y séjournent. Le MDN a établi les catégories d'espaces clos A, B et C, selon l'évaluation des risques.

.1 Catégorie A - espace clos dangereux:

.1 Tout espace clos qui ne peut être rendu sécuritaire par une aération et maintenu sécuritaire lorsqu'il est verrouillé, vidé et purgé, et que toutes les autres mesures ont été prises.

.2 Catégorie B - espace clos:

.1 Il existe des risques qui peuvent être éliminés par une aération, un verrouillage, un vidage et une purge.

.3 Catégorie C - espace considéré comme clos:

.1 Certaines conditions pourraient faire de cet endroit un espace clos.

1.5 RISQUES COMMUNS

.1

Les risques communs des espaces clos que doivent surveiller les entrepreneurs sont les suivants:

.1 les vapeurs toxiques produites par les cambouis ou les fuites dans l'espace en question;

.2 les gaz et les vapeurs inflammables susceptibles de prendre feu ou d'exploser;

.3 un pourcentage d'oxygène dans l'espace clos inférieur à 19,5 p. 100 ou supérieur à 23 p. 100 (le pourcentage normal étant de 20,9 p. 100);

.4 les chocs électriques causés par des outils, des lampes ou tout autre équipement électrique;

<u>1.5 RISQUES COMMUNS</u> (Suite)	.1	(Suite)
	.5	les brûlures chimiques produites par des matières corrosives ou les blessures causées par des matières produisant des dermatites;
	.6	les brûlures produites par la vapeur haute pression, l'eau chaude ou le mazout;
	.7	l'air haute pression;
	.8	les dangers physiques produits par les glissades, les chutes, les objets saillants ou qui les chutes d'objet; et
	.9	la corrosion excessive de composantes métalliques.
<u>1.6 PERMIS D'ENTRÉE DANS UN ESPACE CLOS</u>	.1	Si l'entrepreneur doit entrer dans un espace clos, il doit fournir au Représentant du Ministère un permis d'entrée, le remplir en trois exemplaires et le retourner au Représentant du Ministère avant que l'accès soit autorisé. Une copie du permis d'entrée sera affichée sur le lieu des travaux. L'original sera transmis à l'officier de la sécurité générale de l'unité.
<u>1.7 VÉRIFICATIONS</u>	.1	Avant de faire entrer quelqu'un dans un espace clos, l'entrepreneur doit fournir les services d'une personne qualifiée qui s'assurera:
	.1	Que les ouvertures permettant d'entrer dans l'espace clos et d'en sortir sont suffisamment grandes pour permettre le passage d'une personne munie d'un équipement de protection individuelle, ces ouvertures pouvant être:
	.1	un trou d'homme; ou
	.2	toute autre ouverture franche;
	.2	Que l'entrée de tout liquide ou solide qui s'écoule librement ou de matière dangereuse a été prévenue par un moyen sûr de débranchement ou par obturation des brides, et que tout liquide dans lequel une personne pourrait se noyer ou tout solide qui s'écoule librement dans lequel elle pourrait être prise au piège a été évacué de l'espace clos.

1.7 VÉRIFICATIONS (Suite)

- .1 (Suite)
- .3 Que l'outillage électrique et l'équipement mécanique qui pourraient présenter un risque pour la personne ont été débranchés de leur source d'alimentation, réelle ou résiduelle, et verrouillés en position fermée par la personne qui entre dans l'espace clos (Remarque: la personne qui a verrouillé l'équipement doit garder la clé jusqu'à ce que les travaux soient achevés et qu'elle ait déverrouillé l'équipement; il est également recommandé d'enlever les fusibles.);
- .4 D'évaluer la teneur en oxygène, la combustibilité et la toxicité des substances dangereuses (dans cet ordre) (p. ex., oxygène, vapeurs et gaz explosifs, sulfure d'hydrogène, puis monoxyde de carbone):
- .1 Les tests de teneur en oxygène, de combustibilité et de toxicité doivent être effectués à l'aide d'une sonde au point d'entrée dans l'espace clos dont le couvercle est en place; si aucun danger n'est détecté, le couvercle sera ensuite enlevé.
- .2 Si on a détecté une insuffisance d'oxygène, une atmosphère susceptible d'exploser ou des substances toxiques, l'accès à l'espace clos sera interdit jusqu'à ce qu'il soit rendu sécuritaire au moyen d'une purge et d'une aération adéquates.
- .3 L'espace clos tout entier doit alors faire l'objet d'un test de déficit en oxygène, de combustibilité et de toxicité; s'il subsiste, malgré la purge et l'aération, une possibilité de déficit en oxygène, d'atmosphère combustible ou de substances dangereuses pouvant dépasser les limites acceptables, ces tests seront effectués uniquement par une personne qui porte l'équipement de protection individuel (EPI) requis, comme un appareil respiratoire à adduction d'air pur, des gants protecteurs, un harnais, etc. (si les tests doivent être effectués dans l'espace clos).
- .5 Qu'une vérification, au moyen de tests, est effectuée afin de s'assurer que les spécifications suivantes peuvent être respectées et maintenues pendant que la personne se trouve dans l'espace clos:

1.7 VÉRIFICATIONS (Suite)

- .1 (Suite)
- .5 (Suite)
- .1 La concentration de tout agent chimique ou d'une combinaison d'agents chimiques dans l'espace clos à laquelle la personne sera vraisemblablement exposée n'entraînera pas l'exposition de la personne:
- .1 à une valeur supérieure à la limite donnée pour cet agent chimique ou pour cette combinaison d'agents chimiques autre que la poussière céréalière, tel que prévu dans la deuxième référence;
 - .2 à une concentration de poussière céréalière respirable et non respirable dans l'air supérieure à 10 mg par mètre cube, sous réserve de l'alinéa 1.8.1.5.2;
 - .3 est inférieure à 50 p. 100 de la limite explosive inférieure de l'agent chimique ou de la combinaison d'agents chimiques, sous réserve de l'alinéa 1.8.1.5.2.
- .2 S'il y a une source d'inflammation, la concentration ne dépasse pas 10 p. 100 de la limite explosive inférieure de l'agent chimique ou de la combinaison d'agents chimiques dans l'air.
- .3 La concentration d'une substance dangereuse, autre qu'un agent chimique, dans l'air de l'espace clos, ne présente pas de risques pour la sécurité ou la santé de la personne.
- .4 Le pourcentage d'oxygène dans l'espace clos est d'au moins 19,5 p. 100 et d'au plus 23 p. 100 en volume à la température normale.
- .6 Que l'espace clos a été purgé et aéré de manière à fournir une atmosphère de travail sécuritaire et qu'en cas de panne de l'équipement d'aération:
- .1 l'employé dispose d'un temps suffisant pour sortir de l'espace clos avant que l'atmosphère soit contaminée;

1.7 VÉRIFICATIONS (Suite)

- .1 (Suite)
- .6 (Suite)
 - .2 l'équipement d'aération est soit muni d'une alarme approuvée, soit surveillé par un employé qui demeure en permanence près de l'équipement et est en communication avec le ou les travailleurs qui se trouvent dans l'espace clos.
 - .7 Que la personne qualifiée consigne, dans un rapport signé, les résultats des tests mentionnés dans les paragraphes précédents, y compris les résultats des essais et une liste du matériel de mesure utilisé, et s'assure que ces résultats sont remis au Représentant du Ministère et à l'officier de sécurité.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 ÉQUIPEMENT

- .1 L'équipement de protection individuel (EPI) indiqué sur le permis de travail dans le lieu sera utilisé lorsqu'une personne entre dans l'espace clos. L'EPI adéquat dépend de la nature de l'exposition et peut comprendre des lunettes à coques, des casques de protection, des chaussures de sécurité, un vêtement de protection complet ou un appareil respiratoire convenable. Soulignons que l'EPI ne remplace pas une aération adéquate. Lorsqu'il est mentionné dans le formulaire d'évaluation des risques que cela est nécessaire, les travailleurs porteront un appareil respiratoire autonome d'urgence ayant une réserve d'air continu de cinq minutes (SKAT-PAK de SCOTT) et disposeront d'un toximètre en tout temps lorsqu'ils se trouvent dans l'espace clos. L'entrepreneur fournira l'équipement de protection individuel nécessaire à ses employés.

2.1 ÉQUIPEMENT (Suite)

- .2 Tous les travailleurs porteront un harnais de sécurité adéquat solidement attaché à un câble de sauvetage lorsqu'ils entreront dans un espace clos: muni d'un seul trou d'homme ou d'une seule ouverture au-dessus, où un sauvetage peut être difficile, pouvant comporter des risques de gaz, de vapeurs, de poussières et de brouillards nocifs, de déficit en oxygène ou de températures élevées, ou lorsque la protection des voies respiratoires est nécessaire. L'extrémité libre du câble de sauvetage attaché est fixée à l'extérieur de l'espace clos. Le câble de sauvetage doit être suffisamment long pour atteindre de l'extérieur tout point de travail à l'intérieur de l'espace clos et suffisamment solide pour supporter le poids du travailleur. Un appareil de levage à trois pieds (pour usage vertical uniquement) sera en place avant et pendant le travail dans un espace clos. Un appareil respiratoire à pression positive adéquat destiné au sauvetage et (ou) à l'extraction des personnes qui travaillent dans l'espace clos sera disponible sur place. L'entrepreneur fournira tout le matériel de sauvetage requis.
- .3 Exigence minimale en matière d'équipement:
 - .1 Espace clos de catégorie A:
 - .1 Un ventilateur, un détecteur de gaz multiples, un système de communication, un harnais de sécurité, un système d'extraction, un appareil respiratoire autonome (ARA) ou un appareil de protection respiratoire à adduction d'air (à porter en tout temps) ainsi qu'un double de l'équipement susmentionné rangé à l'entrée de l'espace clos en cas de sauvetage d'urgence.
 - .2 Espace clos de catégorie B:
 - .1 Un ventilateur, un détecteur de gaz multiples, un système de communication, un harnais de sécurité, un système d'extraction, un appareil respiratoire autonome (ARA) ou un appareil de protection respiratoire à adduction d'air sur place, à l'entrée de l'espace clos en cas de sauvetage d'urgence.
 - .3 Espace clos de catégorie C:
 - .1 Un détecteur de gaz multiples, un système de communication et un appareil SCAT-PAK.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 CONDITIONS D'ENTRÉE

- .1 Avant toute entrée dans un espace clos, les conditions qui suivent doivent être satisfaites afin qu'une intervention en cas d'urgence puisse être effectuée dans le délai le plus court:
 - .1 au moins une personne fera le guet devant l'espace clos et:
 - .1 n'accomplira aucune autre tâche qui puisse la distraire de sa tâche d'observation de la ou des personnes qui se trouvent dans l'espace clos;
 - .2 contrôlera le ou les câbles de sauvetage attachés à la ou les personnes qui se trouvent dans l'espace clos et s'assurera que le câble de sauvetage est fixé à un objet solide;
 - .3 sera munie d'un harnais de sécurité;
 - .4 assurera un contact radio continu avec les personnes qui se trouvent dans l'espace clos ou pourra observer la ou les personnes qui se trouvent dans l'espace clos (Remarque: les radios ne doivent pas être utilisées dans une atmosphère combustible.);
 - .5 sera en mesure d'appeler au secours (personnel qualifié) en cas de situation d'urgence;
 - .6 aura reçu une formation en mesures d'urgence et en secourisme général.
 - .2 Outre l'observateur, une autre personne (sauveteur) sera présente à l'entrée des espaces clos de catégorie A. Cette personne:
 - .1 portera tout l'équipement de protection individuel (EPI) nécessaire, y compris un harnais, un câble de sauvetage et un appareil respiratoire à pression positive (au besoin);
 - .2 sera présente en tout temps lorsqu'une ou des personnes travaillent dans un espace clos;

3.1 CONDITIONS D'ENTRÉE
(Suite)

- .1 (Suite)
- .2 (Suite)
- .3 aura reçu une formation en mesures d'urgence et en secourisme général;
- .4 n'entrera pas dans l'espace clos, à moins que ce ne soit pour sauver la ou les personnes qui y travaillent et cela, uniquement après avoir demandé de l'aide et revêtu l'équipement de protection nécessaire.
- .3 Si l'observateur ou la personne additionnelle (le sauveteur, s'il est présent) doit quitter l'entrée de l'espace clos, les personnes qui y travaillent doivent en sortir jusqu'au retour de l'observateur ou de la personne additionnelle. Les conditions énoncées aux paragraphes 1.6 et 1.7 doivent être satisfaites avant le retour dans l'espace clos.
- .4 Au moins trois (3) personnes seront présentes pendant l'entrée et le travail dans un espace clos de catégorie A (travailleur, observateur et sauveteur) et deux (2) personnes dans les espaces clos de catégorie B et C (travailleur et observateur). Lorsque les conditions le justifient, une autre personne est requise pour intervenir en cas d'urgence.
- .5 L'aide additionnelle sera obtenue auprès du service d'incendie du MDN, au numéro de téléphone local 427-3333.
- .6 Quiconque entre dans un espace clos pour y secourir une personne portera l'équipement de protection individuel complet requis, y compris un appareil respiratoire à pression positive; un observateur sera également sur place.

3.2 ESSAI ET ENTRETIEN DE
L'ÉQUIPEMENT

- .1 Les appareils testeurs, les harnais de sécurité, les câbles de sécurité, les appareils respiratoires, l'équipement d'aération et tout autre équipement utilisés par l'entrepreneur dans le cadre de l'entrée dans un espace clos seront inspectés, entretenus et testés par une personne qualifiée, aussi souvent que nécessaire, mais pas moins souvent que ne le recommande le fabricant ou selon les directives écrites du Représentant du Ministère ou de l'officier de sécurité, afin de s'assurer qu'ils sont en bon état d'utilisation en tout temps.

3.3 REGLEMENTS

- .1 En cas d'incompatibilité entre les dispositions de la présente section et les documents sources (la partie XI du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail, et de la partie 12 du «Nova Scotia Occupational Health and Safety Regulations», y compris toutes les modifications), ce sont les dispositions les plus rigoureuses qui s'appliquent.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 QUALITÉ

- .1 Les produits, les matériaux, les matériels, les appareils et les pièces utilisés pour l'exécution des travaux doivent être neufs, en parfait état et de la meilleure qualité pour les fins auxquelles ils sont destinés. Au besoin, fournir une preuve établissant la nature, l'origine et la qualité des produits fournis.
- .2 Les produits trouvés défectueux avant la fin des travaux seront refusés, quelles que soient les conclusions des inspections précédentes. Les inspections n'ont pas pour objet de dégager l'entrepreneur de ses responsabilités, mais simplement de réduire les risques d'omission ou d'erreur. L'entrepreneur devra assurer l'enlèvement et le remplacement des produits défectueux à ses propres frais, et il sera responsable des retards et des coûts qui en découlent.
- .3 En cas de conflit quant à la qualité ou à la convenance des produits, seul le Représentant du Ministère pourra trancher la question en se fondant sur les exigences des documents contractuels.
- .4 Sauf indication contraire dans le devis, favoriser une certaine uniformité en s'assurant que les matériaux ou les éléments d'un même type proviennent du même fabricant.

1.2 FACILITÉ D'OBTENTION DES PRODUITS

- .1 Immédiatement après la signature du contrat, prendre connaissance des exigences relatives à la livraison des produits et prévoir tout retard éventuel. Si des retards dans la livraison des produits sont prévisibles, en aviser le Représentant du Ministère afin que des mesures puissent être prises pour leur substituer des produits de remplacement ou pour apporter les correctifs nécessaires, et ce, suffisamment à l'avance pour ne pas retarder les travaux.
- .2 Si le Représentant du Ministère n'a pas été avisé des retards de livraison prévisibles au début des travaux, et s'il semble probable que l'exécution des travaux s'en trouvera retardée, le Représentant du Ministère se réserve le droit de substituer aux produits prévus d'autres produits comparables qui peuvent être livrés plus rapidement, sans que le prix du contrat en soit pour autant augmenté.

1.3 ENTREPOSAGE, MANUTENTION ET PROTECTION DES PRODUITS

- .1 Manutentionner et entreposer les produits en évitant de les endommager, de les altérer ou de les salir, et en suivant les instructions du fabricant, le cas échéant.
- .2 Entreposer dans leur emballage d'origine les produits groupés ou en lots; laisser intacts l'emballage, l'étiquette et le sceau du fabricant. Ne pas déballer ou délier les produits avant le moment de les incorporer à l'ouvrage.
- .3 Les produits susceptibles d'être endommagés par les intempéries doivent être conservés sous une enceinte à l'épreuve de celles-ci.
- .4 Les liants hydrauliques ne doivent pas être déposés directement sur le sol ou sur un plancher en béton, ni être en contact avec les murs.
- .5 Le sable destiné à être incorporé dans les mortiers et les coulis doit demeurer sec et propre. Le stocker sur des plates-formes en bois et le couvrir de bâches étanches par mauvais temps.
- .6 Déposer le bois de construction ainsi que les matériaux en feuilles, en panneaux sur des supports rigides, plats, pour qu'ils ne reposent pas directement sur le sol. Donner une faible pente afin de favoriser l'écoulement de l'eau de condensation.
- .7 Remplacer sans frais supplémentaires les produits endommagés, à la satisfaction du Représentant du Ministère.
- .8 Retoucher à la satisfaction du Représentant du Ministère les surfaces finies en usine qui ont été endommagées. Utiliser, pour les retouches, des produits identiques à ceux utilisés pour la finition d'origine. Il est interdit d'appliquer un produit de finition ou de retouche sur les plaques signalétiques.

1.4 TRANSPORT

- .1 Payer les frais de transport des produits requis pour l'exécution des travaux.
- .2 Les frais de transport des produits fournis par le Maître de l'ouvrage seront assumés par le Représentant du Ministère. Assurer le déchargement, la manutention et l'entreposage de ces produits.

1.5 INSTRUCTIONS DU FABRICANT

- .1 Sauf prescription contraire dans le devis, installer ou mettre en place les produits selon les instructions du fabricant. Ne pas se fier aux indications inscrites sur les étiquettes et les contenants fournis avec les produits. Obtenir directement du fabricant un exemplaire de ses instructions écrites.
- .2 Aviser par écrit le Représentant du Ministère de toute divergence entre les exigences du devis et les instructions du fabricant, de manière qu'il puisse prendre les mesures appropriées.
- .3 Si les instructions du fabricant n'ont pas été respectées, le Représentant du Ministère pourra exiger, sans que le prix contractuel soit augmenté, l'enlèvement et la repose des produits qui ont été mis en place ou installés incorrectement.

1.6 REMISE EN ÉTAT

- .1 Exécuter les travaux de remise en état requis pour réparer ou pour remplacer les parties ou les éléments de l'ouvrage trouvés défectueux ou inacceptables. Coordonner les travaux à exécuter sur les ouvrages contigus touchés, selon les besoins.
- .2 Les travaux de remise en état doivent être réalisés par des spécialistes connaissant les matériaux et les matériels utilisés; ces travaux doivent être exécutés de manière qu'aucune partie de l'ouvrage soit endommagée ou risque de l'être.

1.7 EMBLACEMENT DES APPAREILS

- .1 L'emplacement indiqué pour les appareils, les prises de courant et les autres matériels électriques ou mécaniques doit être considéré comme approximatif.
- .2 Informer le Représentant du Ministère de tout problème pouvant être causé par le choix de l'emplacement d'un appareil et procéder à l'installation suivant ses directives.

1.8 FIXATIONS - GÉNÉRALITÉS

- .1 Sauf indication contraire, fournir des accessoires et des pièces de fixation métalliques ayant les mêmes texture, couleur et fini que l'élément à assujettir.
- .2 Éviter toute action électrolytique entre des métaux ou des matériaux de nature différente.

1.8 FIXATIONS - GÉNÉRALITÉS <u>(Suite)</u>	.3	Sauf si des pièces de fixation en acier inoxydable ou en un autre matériau sont prescrites dans la section pertinente du devis, utiliser, pour assujettir les ouvrages extérieurs, des attaches et des ancrages à l'épreuve de la corrosion, en acier galvanisé par immersion à chaud.
	.4	Il importe de déterminer l'espacement des ancrages en tenant compte des charges limites et de la résistance au cisaillement afin d'assurer un ancrage franc permanent. Les chevilles en bois ou en toute autre matière organique ne sont pas acceptées.
	.5	Utiliser le moins possible de fixations apparentes; les espacer de façon uniforme et les poser avec soin.
	.6	Les pièces de fixation qui pourraient causer l'effritement ou la fissuration de l'élément dans lequel elles sont ancrées seront refusées.
<u>1.9 FIXATIONS - MATÉRIELS</u>	.1	Utiliser des pièces de fixation de formes et de dimensions commerciales standard, en matériau approprié, ayant un fini convenant à l'usage prévu.
	.2	Sauf indication contraire, utiliser des pièces de fixation robustes, de qualité demi-fine, à tête hexagonale. Utiliser des pièces en acier inoxydable de nuance 304 dans le cas des installations extérieures.
	.3	Les tiges des boulons ne doivent pas dépasser le dessus des écrous d'une longueur supérieure à leur diamètre.
	.4	Utiliser des rondelles ordinaires sur les appareils et les matériels et des rondelles de blocage en tôle avec garniture souple aux endroits où il y a des vibrations. Pour assujettir des appareils et des matériels sur des éléments en acier inoxydable, utiliser des rondelles résilientes.
<u>1.10 ÉLÉMENTS RÉUTILISABLES DES BÂTIMENTS</u>	.1	Lorsque le Représentant du Ministère décide que les éléments en béton existants seront ré-utiliser, ces éléments seront manipulés avec soin, nettoyer au besoin et remis en place selon les conditions l'exigent.

1.11 ACCEPTABILITÉ DES MATÉRIAUX

- .1 Après l'attribution des travaux, les demandes d'acceptation des matériaux en plus des matériaux désignés comme «acceptables» dans les documents contractuels doivent être soumises au Représentant du Ministère.
- .2 La demande d'acceptation doit corroborer suffisamment de renseignements sur le produit pour permettre une évaluation aux fins d'approbation.

1.12 CONFORMITÉ

- .1 Lorsque le matériel ou l'équipement est spécifié par des normes ou spécifications fonctionnelles, à la demande du Représentant du Ministère, obtenir du fabricant un rapport de test de laboratoire indépendant, indiquant que le matériel ou l'équipement respecte ou dépasse les exigences spécifiées.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 PROPRETÉ DU CHANTIER

- .1 Garder le chantier propre et exempt de toute accumulation de débris et de matériaux de rebut autres que ceux générés par le Maître de l'ouvrage ou par les autres entrepreneurs.
- .2 Évacuer les débris et les matériaux de rebut hors du chantier quotidiennement, à des heures prédéterminées, ou les éliminer selon les directives de l'ingénieur. Les matériaux de rebut ne doivent pas être brûlés sur le chantier.
- .3 Prendre les dispositions nécessaires et obtenir les permis des autorités compétentes en vue de l'élimination des débris et des matériaux de rebut.
- .4 Selon le règlement administratif S-600 de la Municipalité régionale d'Halifax (MRH), les déchets solides générés à l'intérieur qui ne nécessitent pas une disposition à des sites d'élimination spécialisés en dehors du territoire de la MRH doivent être éliminés dans les limites de la MRH à une installation autorisée ou approuvée.
- .5 Nettoyer les surfaces intérieures avant le début des travaux de finition et garder ces zones exemptes de poussière et d'autres impuretés durant les travaux en question.
- .6 Stocker les déchets volatils dans des contenants métalliques fermés et les évacuer hors du chantier à la fin de chaque période de travail.
- .7 Assurer une bonne ventilation des locaux pendant l'emploi de substances volatiles ou toxiques. Il est toutefois interdit d'utiliser le système de ventilation du bâtiment à cet effet.
- .8 Utiliser uniquement les produits de nettoyage recommandés par le fabricant de la surface à nettoyer, et les employer selon les recommandations du fabricant des produits en question.
- .9 Établir l'horaire de nettoyage de sorte que la poussière, les débris et les autres saletés soulevées ne retombent pas sur des surfaces humides fraîchement peintes et ne contaminent pas les systèmes du bâtiment.

1.2 NETTOYAGE FINAL

- .1 A l'achèvement substantiel des travaux, enlever les matériaux en surplus, les outils ainsi que l'équipement et les matériels de construction qui ne sont plus nécessaires à l'exécution du reste des travaux.
- .2 Enlever les débris et les matériaux de rebut, à l'exception de ceux générés par les autres entrepreneurs, et laisser les lieux propres et prêts à occuper.
- .3 Avant l'inspection finale, enlever les matériaux en surplus, les outils, l'équipement et les matériels de construction.
- .4 Enlever les débris et les matériaux de rebut autres que ceux générés par le Maître de l'ouvrage ou par les autres entrepreneurs.
- .5 Enlever la poussière, les taches, les marques et les égratignures relevées sur les ouvrages décoratifs, les appareils mécaniques et électriques, les éléments de mobilier, les murs et les planchers.
- .6 Nettoyer les réflecteurs, les diffuseurs et les autres surfaces d'éclairage.
- .7 Enlever les saletés et autres éléments qui déparent les surfaces extérieures.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 SECTIONS CONNEXES

- .1 Section 01 11 00 Instructions générales.
- .2 Section 03 20 00 Armatures pour béton.
- .3 Section 03 30 00.01 Béton coulé en place.
- .4 Section 03 40 00 Divers travaux de béton.
- .5 Section 03 50 00 Restauration et injection de résine époxy du béton.

1.2 NORMES DE RÉFÉRENCE

- .1 Association canadienne de normalisation (CSA)/CSA International
 - .1 CSA A23.1/A23.2, Béton - Constituants et exécution des travaux / Méthodes d'essai et pratiques normalisées pour le béton.
 - .2 CSA O86, Règles de calcul des charpentes en bois.
 - .3 CSA O121, Contre-plaqué en sapin de Douglas.
 - .4 CSA O151, Contre-plaqué en bois de résineux canadiens.
 - .5 CSA O153, Contre-plaqué en peuplier.
 - .6 CSA O325, Revêtements intermédiaires de construction.
 - .7 CSA S269.1, Falsework for Construction Purposes.
 - .8 CAN/CSA S269.3, Coffrages.
- .2 Laboratoires des assureurs du Canada (ULC)
 - .1 CAN/ULC-S701, Norme sur l'isolant thermique en polystyrène, panneaux et revêtements de tuyauterie.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 MATÉRIAUX/MATÉRIELS

- .1 Matériaux de coffrage
 - .1 Pour la mise en place de béton ne présentant pas de caractéristiques architecturales particulières, utiliser des coffrages en bois et en produits dérivés du bois conformes aux normes CSA O121, CSA O86, et CSA O153.
 - .2 Pour la mise en place de béton présentant des caractéristiques architecturales particulières, utiliser des matériaux de coffrage conformes à la norme CSA A23.1/A23.2.
 - .3 Panneaux isolants rigides :
 - .1 Conformes à la norme CAN/ULC-S701.
- .2 Coffrages pour surfaces nervurées (bacs) :
 - .1 Selon les indications.
- .3 Coffrages pour poteaux/colonnes tubulaires :
 - .1 Coffrages cylindriques en carton-fibre stratifié enroulé en spirale, et enduits d'un agent de décoffrage sur la face intérieure.
- .4 Tirants de coffrage :
 - .1 Dans le cas du béton ne devant pas présenter de caractéristiques architecturales, utiliser des tirants métalliques amovibles ou à découplage rapide, de longueur fixe ou réglable, ne comportant aucun dispositif qui pourrait laisser sur la surface du béton des trous d'un diamètre supérieur à 25 mm.
 - .2 Dans le cas du béton devant présenter des caractéristiques architecturales, utiliser des tirants équipés de cônes de plastique et de bouchons en béton gris pâle.
- .5 Doublures de coffrage

2.1 MATÉRIAUX/MATÉRIELS
(Suite)

- .5 (Suite)
- .1 Contreplaqué :
- .1 Douglas taxifolié conforme à la norme CSA O121, bois de résineux canadiens conforme à la norme CSA O151 ou peuplier conforme à la norme CSA O153, à revêtement de moyenne densité, et d'une épaisseur pour soutenir toutes les charges.
- .6 Agent de décoffrage :
- .1 Agent de décoffrage chimiquement actif contenant des composés qui réagissent avec la chaux libre dans le béton résultant à des savons insolubles dans l'eau, non toxique, et biodégradable.
- .7 Huile de démoulage :
- .1 Huile minérale incolore, non toxique, biodégradable, exempte de kérosène, dont la viscosité Saybolt Universel exprimée en secondes est d'au moins 70 et d'au plus 110 à une température de 40 degrés Celsius, et dont le point d'éclair en creuset ouvert est d'au moins 150 degrés Celsius.
- .8 Matériaux pour ouvrages d'étalement temporaires :
- .1 Conformes à la norme CSA S269.1.
- .9 Produit d'étanchéité :
- .1 Pour l'usage prévu et recommandé par le fabricant.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 CONSTRUCTION ET
MONTAGE

- .1 Avant d'entreprendre la construction des coffrages et des ouvrages d'étalement temporaires, vérifier les lignes, les niveaux et les entraxes, et s'assurer que les dimensions correspondent à celles indiquées sur les dessins.
- .2 Obtenir l'autorisation du Représentant du Ministère avant de couler du béton directement dans le sol ou de réserver, dans les coffrages, des ouvertures qui ne sont pas indiquées sur les dessins.

3.1 CONSTRUCTION ET
MONTAGE
(Suite)

- .3 Avant de couler le béton directement dans le sol, dresser les parois et le fond de la zone creusée, puis enlever la terre qui s'en détache.
- .4 Fabriquer les ouvrages d'étalement temporaires et les monter conformément à la norme CSA S269.1.
- .5 Se reporter aux dessins d'architecture dans le cas d'éléments en béton au fini architectural apparent.
- .6 Les lisses d'assise et les étais mis en place à même le sol ne doivent pas être montés sur une surface gelée.
- .7 Assurer le drainage du terrain de manière à empêcher l'entraînement du sol sur lequel reposent les lisses d'assise et les étais mis en place à même le sol.
- .8 Fabriquer les coffrages et les monter en conformité avec la norme CAN/CSA S269.3, de façon à obtenir des ouvrages finis en béton de forme, de dimensions et de niveau conformes aux indications, et situés aux endroits indiqués; respecter les tolérances prescrites dans la norme CSA A23.1/A23.2.
- .9 Aligner les joints des coffrages et les rendre étanches à l'eau.
 - .1 Réduire au minimum le nombre de joints.
- .10 Dans le cas des colonnes apparentes, placer les joints horizontaux des coffrages à 2400 mm au-dessus du niveau du plancher fini.
- .11 A moins d'indications contraires, utiliser des bandes de chanfrein de 25 mm pour les angles saillants et/ou des baguettes de 25 mm pour les angles rentrants des joints des coffrages.
- .12 Les rainures, les fentes, les ouvertures, les larmiers, les rentrants et les joints de dilatation et de retrait doivent être conformes aux indications.
- .13 Construire les coffrages pour les éléments en béton architectural et mettre en place les tirants selon les indications et les directives fournies.
 - .1 La disposition des joints ne permet pas toujours l'emploi de panneaux de dimensions courantes ni l'espacement maximal admissible entre les tirants.

3.1 CONSTRUCTION ET
MONTAGE
(Suite)

- .14 Incorporer les ancrages, les manchons et les autres pièces noyées requises pour les ouvrages spécifiés dans d'autres sections.
 - .1 S'assurer que les ancrages et les pièces noyées ne font pas saillie sur des surfaces devant être revêtues d'un produit de finition, une couche de peinture par exemple.
- .15 Avant de couler le béton, nettoyer les coffrages conformément à la norme CSA A23.1/A23.2.

3.2 DÉCOFFRAGE ET
REMISE EN PLACE DES
ÉTAIS

- .1 Après avoir coulé le béton, laisser les coffrages en place pendant au moins la période appropriée, selon les directives du Représentant du Ministère.
- .2 Remettre en place les étais requis lorsqu'il est nécessaire d'enlever rapidement les coffrages ou que les éléments d'ossature peuvent être assujettis à des charges supplémentaires pendant la construction de l'ouvrage.
- .3 Réutiliser les coffrages et les ouvrages d'étalement temporaires, sous réserve des exigences de la norme CSA A23.1/A23.2.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 SECTIONS CONNEXES

- .1 Section 01 11 00 Instructions générales.
- .2 Section 03 10 00 Coffrages et accessoires pour béton.
- .3 Section 03 30 00.01 Béton coulé en place.
- .4 Section 03 40 00 Divers travaux de béton.
- .5 Section 03 50 00 Restauration et injection de résine époxy du béton.

1.2 NORMES DE RÉFÉRENCE

- .1 ASTM International
 - .1 ASTM A775/A775M, Standard Specification for Epoxy-Coated Reinforcing Steel Bars.
- .2 CSA International
 - .1 CSA A23.1/A23.2, Béton : Constituants et exécution des travaux / Méthodes d'essai et pratiques normalisées pour le béton.
 - .2 CSA A23.3, Calcul des ouvrages en béton.
 - .3 CSA G30.18, Carbon Steel Bars for Concrete Reinforcement.
 - .4 CSA G40.20/G40.21, Exigences générales relatives à l'acier de construction laminé ou soudé / Acier de construction.
 - .5 CSA G164, Galvanisation à chaud des objets de forme irrégulière.
 - .6 CSA W186, Soudage des barres d'armatures dans les constructions en béton armé.
- .3 Institut d'acier d'armature du Canada (RSIC/IAAC)
 - .1 IAAC-2018, Acier d'armature, Manuel de normes recommandées.

1.3 DOCUMENTS/
ÉCHANTILLONS À
SOUMETTRE POUR
APPROBATION/
INFORMATION

- .1 Dessins d'atelier
 - .1 Les dessins des armatures doivent être exécutés conformément au Manuel des normes recommandées, publiée par l'IAAC.
 - .2 Si le Représentant du Ministère en fait la demande, les dessins doivent porter le sceau et la signature d'un ingénieur compétent reconnu ou détenant une licence lui permettant d'exercer dans la province de la Nouvelle-Écosse. Les dessins doivent indiquer les détails de mise en place des armatures ainsi que ce qui suit.
 - .1 Détails de pliage des barres d'armature.
 - .2 Liste des armatures.
 - .3 Nombre d'armatures.
 - .4 Dimensions, espacement et emplacement des armatures, et jonctions mécaniques nécessaires si leur utilisation est autorisée par le Représentant du Ministère. Les armatures qui y sont montrées doivent être marquées selon un code d'identification permettant de repérer leur emplacement sans qu'il soit nécessaire de consulter les dessins de structure.
 - .5 Les dessins doivent également indiquer les dimensions, l'espacement et l'emplacement des chaises, des espaceurs et des supports.
 - .3 Sauf indication contraire, les longueurs de scellement droit et les longueurs de recouvrement des barres doivent être conformes à la norme CSA A23.3.
 - .1 Sauf indication contraire du Représentant du Ministère, prévoir des jonctions par recouvrement en traction de type C.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 MATÉRIAUX/MATÉRIELS

- .1 Tout remplacement de barres d'armature par des barres de dimensions différentes doit être autorisé par écrit par le Représentant du Ministère.
- .2 Barres d'armature :
 - .1 Sauf indication contraire, barres à haute adhérence faites d'acier en billettes, de nuance 400, conformes à la norme CSA G30.18.
- .3 Treillis d'armature en fil soudé :
 - .1 Fait de fil d'acier soudé conforme à la norme ASTM A185/A185M.
 - .1 Le treillis doit être fourni sous forme de feuilles plates seulement.
- .4 Revêtement de protection époxydique pour armatures non précontraintes :
 - .1 Conforme à la norme ASTM A775/A775M.
- .5 Revêtement de protection par galvanisation pour armatures non précontraintes :
 - .1 Zingage d'au moins 610 g/m², conforme à la norme CSA G164.
- .6 Chaises, espaceurs, supports de barres et cales de support :
 - .1 Conformes à la norme CSA A23.1/A23.2.
- .7 Raccords mécaniques :
 - .1 Assujettis à l'autorisation du Représentant du Ministère.
- .8 Barres rondes et lisses :
 - .1 Conformes à la norme CSA G40.20/G40.21.

2.2 FAÇONNAGE

- .1 Les armatures en acier doivent être façonnées conformément aux normes CSA A23.1/A23.2, à la norme SP-66 et au document Acier d'armature, Manuel de normes recommandées, publié par l'Institut d'acier d'armature du Canada (IAAC).
 - .1 Guide SP-66, sauf indication contraire.
- .2 Le Représentant du Ministère doit approuver l'emplacement des entures autres que celles indiquées sur les dessins de mise en place.
- .3 Dès qu'elles sont approuvées par le Représentant du Ministère, les armatures doivent être soudées conformément à la norme CSA W186.
- .4 Les lots de barres d'armature expédiés doivent être clairement marqués selon un code d'identification, en conformité avec la liste des barres d'armature requises et les détails de pliage de ces dernières.

2.3 CONTROLE DE LA QUALITÉ A LA SOURCE

- .1 Remettre au Représentant du Ministère, s'il en fait la demande, une copie certifiée du rapport des essais ayant été effectués en usine, faisant état des résultats des analyses physiques et chimique de l'acier d'armature.
- .2 S'il en fait la demande, informer l'ingénieur de la source d'approvisionnement proposée pour les matériaux à fournir.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 PLIAGE SUR LE CHANTIER

- .1 Sauf indication contraire ou autorisation du Représentant du Ministère, les barres d'armature ne doivent pas être pliées ni soudées sur le chantier.
- .2 Lorsque le pliage sur le chantier est autorisé, plier les barres sans les chauffer, en leur appliquant lentement une pression constante.
- .3 Remplacer les barres qui présentent des fissurations ou des fendillements.

3.2 MISE EN PLACE DES
ARMATURES

- .1 Mettre les armatures en place selon les indications des dessins de mise en place et conformément à la norme CSA A23.1/A23.2.
- .2 Dans les ouvrages en béton, utiliser des barres rondes et lisses en guise de coupleurs mobiles.
 - .1 Appliquer une couche de peinture bitumineuse sur la partie des coupleurs qui doit se déplacer dans le béton durci.
 - .2 Lorsque la peinture est sèche, appliquer uniformément une épaisse couche de graisse lubrifiante minérale.
- .3 Demander au Représentant du Ministère d'accepter les armatures et leur mise en place avant de couler le béton.
- .4 Veiller à préserver l'intégrité du revêtement des armatures pendant la coulée du béton.
- .5 Assurer que le treillis d'armature en fil soudé est bien supporté pendant le coulage du béton. Ramasser le maillage avec un râtelier, puis marcher sur le maillage n'est pas acceptable. Le maillage qui se retrouve au fond du hourdis entraînera le remplacement du hourdis sans frais à l'État.

3.3 RETOUCHES SUR LE
CHANTIER

- .1 A l'aide d'un produit de finition compatible, retoucher les extrémités endommagées ou coupées des armatures galvanisées ou enduites d'époxy, de manière à obtenir un revêtement continu.

3.4 NETTOYAGE

- .1 Nettoyage en cours de travaux :
 - .1 Effectuer les travaux de nettoyage conformément à la section 01 74 11 - Nettoyage.
 - .2 Laisser les lieux propres à la fin de chaque journée de travail.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

<u>1.1 SECTIONS CONNEXES</u>	.1	Section 01 11 00 Instructions générales.
	.2	Section 03 10 00 Coffrages et accessoires pour béton.
	.3	Section 03 20 00 Armatures pour béton.
	.4	Section 03 40 00 Divers travaux de béton.
	.5	Section 03 50 00 Restauration et injection de résine époxy du béton.
<u>1.2 NORMES DE RÉFÉRENCE</u>	.1	ASTM International
	.1	ASTM D1751, Standard Specification for Preformed Expansion Joint Filler for Concrete Paving and Structural Construction (Non Extruding and Resilient Bituminous Types).
	.2	Association canadienne de normalisation (CSA)/CSA International
	.1	CSA A23.1/A23.2, Béton - Constituants et exécution des travaux / Méthodes d'essai et pratiques normalisées pour le béton.
	.2	CSA A3000, Compendium des matériaux liants (Contient A3001, A3002, A3003, A3004 et A3005).
	.3	CAN/CSA G30.18, Barres d'acier en billettes pour l'armature du béton.
<u>1.3 DOCUMENTS / ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE POUR APPROBATION/ INFORMATION</u>	.1	Soumettre un certificat que les proportions de mélange sélectionnées vont produire un béton de qualité, de rendement et de résistance tels que prescrits pour le mélange de béton et en conformance à la norme CSA A23.1/A23.2.

1.4 ASSURANCE DE LA
QUALITÉ

- .1 Soumettre un certificat que l'usine, l'équipement, et les matériaux utiliser pour le béton sont en conformité à la norme CSA A23.1/A23.2.
- .2 A la demande du Représentant du Ministère et au moins deux (2) semaines avant le début des travaux de bétonnage, soumettre au Représentant du Ministère, aux fins d'approbation, les méthodes préposées pour le contrôle de la qualité des aspects mentionnés ci-après:
 - .1 érection des ouvrages d'étalement temporaires;
 - .2 bétonnage par temps chaud;
 - .3 bétonnage par temps froid;
 - .4 cure;
 - .5 finition;
 - .6 décoffrage; et
 - .7 exécution des joints.

1.5 TRANSPORT,
ENTREPOSAGE ET
MANUTENTION

- .1 Livraison et acceptation
 - .1 Temps de transport :
 - .1 Le béton doit être livré au chantier et déchargé au maximum dans les 120 minutes suivant le gâchage.
 - .2 Le cas échéant, toute modification du temps de transport maximum doit être acceptée par écrit par le Représentant du Ministère et le producteur de béton, selon les indications de la norme CSA A23.1/A23.2.
 - .3 Les écarts doivent être soumis au Représentant du Ministère aux fins d'examen.
- .2 Livraison du béton :

1.5 TRANSPORT,
ENTREPOSAGE ET
MANUTENTION
(Suite)

- .2 (Suite)
 - .1 S'assurer que la centrale à béton assure une livraison continue du béton, conformément à la norme CSA A23.1/A23.2.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 CRITÈRES DE
PERFORMANCE

- .1 Plan de contrôle de la qualité :
 - .1 S'assurer que le fournisseur de béton est en mesure de fournir du béton satisfaisant aux critères de performance établis par le Représentant du Ministère, et prévoir un contrôle de la conformité du matériau selon les prescriptions de l'article ASSURANCE DE LA QUALITÉ, de la PARTIE 1.

2.2 MATÉRIAUX/MATÉRIELS

- .1 Ciment :
 - .1 Pour usage général, conforme à la norme CSA A3001, de type GU.
- .2 Ajouts cimentaires :
 - .1 Selon la norme CSA A3001.
- .3 Eau :
 - .1 Selon la norme CSA A23.1/A23.2.
- .4 Granulats :
 - .1 Selon la norme CSA A23.1/A23.2. Granulats de densité normale.
- .5 Entraîneur d'air :
 - .1 Selon la norme CSA A3000.
- .6 Adjuvants chimiques :

2.2 MATÉRIAUX/MATÉRIELS
(Suite)

- .6 (Suite)
- .1 Selon la norme CSA A3000. Le Représentant du Ministère doit accepter les accélérateurs ou les retardeurs de prise utilisés pendant les travaux de bétonnage par temps froids ou par temps chaud.
- .7 Coulis à compensation de retrait :
- .1 Produit prémélangé contenant un granulat non métallique, du ciment Portland, un plastifiant et un réducteur d'eau.
- .1 Résistance à la compression :
- .1 Au moins 50 MPa à 28 jours.
- .2 Consistance :
- .1 Selon la norme CSA A23.1/A23.2.
- .8 Coulis sec non mélangé :
- .1 Produit contenant du ciment Portland à base de granulats non métalliques et suffisamment d'eau pour pouvoir garder sa forme lorsqu'on en fait une boulette avec les mains, et pouvant atteindre une résistance à la compression de 50 MPa à 28 jours.
- .9 Produit de cure :
- .1 Conforme à la norme CSA A23.1/A23.2, de type 1D, contenant un colorant fugace.
- .10 Garnitures d'étanchéité nervurées :
- .1 En PVC, extrudées de dimensions indiquées.
- .11 Barres d'armature :
- .1 De nuance 400, selon la norme CSA G30.18.
- .12 Fonds de joint prémoulés :
- .1 Carton-fibre bituminé, selon la norme ASTM D1751.

2.2 MATÉRIAUX/MATÉRIELS
(Suite)

- .13 Buses d'évacuation :
 - .1 En plastique.
- .14 Adhésif de liaisonnement :
 - .1 Tel que recommandé par le fabricant pour l'usage prévu.
- .15 Dispositif d'injection époxyde / céramique :
 - .1 Prêt à utiliser, système d'ancrage à haute résistance.
 - .2 Dimensions de l'ancrage selon les directives du Représentant du Ministère.
- .16 Produit de reprise :
 - .1 Produit de reprise acrylique avec polymères et des adjuvants spéciaux, spécialement conçus pour lier le béton existant au nouveau. Produit de reprise doit être «prêt à utiliser».
 - .2 Époxy alternatif et / ou résine époxyde / produits de reprise du ciment Portland peuvent être utilisés si approuvés par le Représentant du Ministère.
- .17 Peinture pour couche primaire pour subjectiles d'armature en acier:
 - .1 Peinture pour couche primaire spécialement conçue pour lier le mortier de réparation à l'acier, et de protéger l'acier contre la corrosion.
- .18 Autres constituants du béton :
 - .1 Selon la norme CSA A23.1/A23.2.

2.3 FORMULES DE DOSAGE

- .1 Méthode de performance pour prescrire le béton satisfaisant aux critères de performance définis par le Représentant du Ministère, selon la norme CSA A23.1/A23.2.
 - .1 S'assurer que le fournisseur de béton satisfait aux exigences de performance définies ci-après et effectuer le contrôle de la conformité.

2.3 FORMULES DE DOSAGE
(Suite)

.1

(Suite)

.2 Le mélange de béton doit être conforme aux exigences indiquées ci-après.

.1 Ciment :

.1 Pour usage général, conforme à la norme CSA A3001, de type GU.

.2 Résistance à la compression minimale à 28 jours tel qu'indiqué sur les dessins. A moins d'indication contraire de l'ingénieur utiliser ce qui suit :

.1 dalles (extérieures et intérieures) : 30 MPa;

.2 semelles : 25 MPa;

.3 trottoirs : 32 MPa;

.4 murs et embases : 25 MPa sauf indication contraire; et

.5 bordures et caniveaux : 32 MPa.

.3 Teneur minimale en ciment :

.1 300 kg par mètre cube de béton (pour 30 MPa); et

.2 415 kg par mètre cube de béton (pour 35 MPa).

.4 Classe d'exposition :

.1 C-2 pour les trottoirs, bordures et caniveaux. Le Représentant du Ministère fournira la classe d'exposition pour les autres applications.

.5 Diamètre des granulats :

.1 Maximum de 20 mm.

.6 Affaissement :

2.3 FORMULES DE DOSAGE
(Suite)

- .1 (Suite)
- .2 (Suite)
 - .1 De 80 mm \pm 20 mm au moment et au point de déchargement.
 - .7 Teneur en air :
 - .1 5 à 7 %.
 - .8 Adjuvant :
 - .1 Adjuvant chimique selon la norme CSA A3000, le type, la quantité, un réducteur d'eau , accélérateur de durcissement, retardateur de prise, accélérateur, entraîneur d'air, super plastifiant.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 PRÉPARATION

- .1 Obtenir l'autorisation du Représentant du Ministère avant la mise en place du béton. Donner un préavis de 24 heures avant le début de chaque séquence de bétonnage.
- .2 Le pompage du béton ne sera permis qu'une fois les matériels et la formule de dosage sont approuvés.
- .3 Placer les armatures selon la section 03 20 00 - Armatures pour béton.
- .4 Avant de couler le béton, obtenir l'autorisation du Représentant du Ministère quant à la méthode proposée pour protéger le béton pendant la mise en place et la cure.
- .5 Respecter les consignes qui suivent durant les travaux de bétonnage.
 - .1 Il est interdit de confectionner des joints de reprise.
 - .2 Veiller à ce que la manutention et le déchargement du béton soient effectués de manière à minimiser les interventions durant sa mise en place et à ne causer aucun dommage à l'ouvrage ou aux structures existantes.

3.1 PRÉPARATION
(Suite)

- .6 Protéger les ouvrages existants contre les salissures.
- .7 Nettoyer les surfaces en béton et les débarrasser des taches avant d'appliquer les produits de finition.
- .8 Tenir un registre des travaux de bétonnage indiquant avec précision:
 - .1 la date;
 - .2 l'emplacement de chaque gâchée;
 - .3 les caractéristiques du béton;
 - .4 la température ambiante; et
 - .5 les échantillons prélevés.
- .9 Aux endroits où du béton neuf est liaisonné à un ouvrage existant, forer des trous dans le béton existant.
 - .1 Introduire dans les trous ainsi forés des goujons en acier constitués de barres d'armature en acier à haute adhérence et bien noyer ces derniers avec du coulis à compensation de retrait afin de les ancrer et de les maintenir aux positions indiquées.
- .10 Aucune charge ne doit être exercée sur les nouveaux éléments en béton avant que le Représentant du Ministère ne l'ait autorisé.

3.2 MISE EN OEUVRE

- .1 Couler le béton en place conformément à la norme CSA A23.1/A23.2.
- .2 Manchons et éléments à noyer :
 - .1 Ne poser aucun manchon, conduit ou tuyau et ne pratiquer aucune ouverture au travers d'une poutrelle, d'une poutre, d'un chapiteau de colonne ou d'une colonne, à moins que cela ne soit indiqué ou autorisé par le Représentant du Ministère.

3.2 MISE EN OEUVRE
(Suite)

- .2 (Suite)
- .2 Ne pas enlever ni déplacer des armatures pour poser des pièces de quincaillerie. Si les éléments à noyer dans le béton ne peuvent être placés aux endroits prescrits, faire accepter toute modification par le Représentant du Ministère avant de couler le béton.
- .3 Confirmer l'emplacement et les dimensions des manchons et des ouvertures indiqués sur les dessins.
- .3 Boulons d'ancrage :
- .1 Fixer les boulons d'ancrage aux gabarits, en collaboration avec le corps de métier approprié, avant de couler le béton.
- .4 Barbacanes et chantepleures :
- .1 Installer les tuyaux de drainage et les buses d'évacuation selon les indications.
- .5 Mettre du coulis sous les socles et sous la machinerie selon une méthode conforme aux recommandations du fabricant, de manière à obtenir une surface de contact correspondant à 100% de la zone recouverte de coulis.

3.3 FINITION DES SURFACES

- .1 Finir les surfaces de béton selon la norme CSA A23.1/A23.2.
- .2 Employer des méthodes revues à la satisfaction du Représentant du Ministère ou les méthodes définies dans la norme CSA A23.1/A23.2 pour enlever l'eau de ressuage excédentaire. Veiller à ne pas endommager les surfaces des éléments en béton.
- .3 Employer des produits de cure compatibles avec le produit de finition appliqué sur les surfaces en béton. Joindre une déclaration écrite certifiant que les divers produits utilisés sont compatibles.
- .4 Dalles de plancher intérieures à surfaces apparentes recouvertes d'un revêtement époxy, de moquette, d'un revêtement vinylique et de tout autre type de revêtement nécessitant un support lisse :

3.3 FINITION DES SURFACES
(Suite)

- .4 (Suite)
- .1 Finition initiale suivie d'une finition soignée comprenant un talochage mécanique et un lissage à la truelle métallique, selon la norme CSA A23.1/A23.2 dans le but de donner à la dalle un fini dur, lisse, dense et exempt d'imperfections.
- .5 Dalles de plancher à recouvrir d'un lit de mortier destiné à recevoir des carreaux de céramique ou de grès de cérame :
- .1 Finition à la règle au niveau approprié, jusqu'à l'obtention d'un fini brossé.
- .6 Socles d'appareils :
- .1 Lissage des surfaces à la truelle.
- .7 Revêtements en dur, trottoirs, bordures et surfaces en béton apparentes :
- .1 Finition à la règle jusqu'à l'obtention de surfaces planes, suivie d'une finition à la taloche en aluminium, en magnésium et en bois.
- .2 Surfaces à rives arrondies et joints confectionnés avec des espaceurs, à l'aide des outils courants.
- .3 Lissage à la truelle et brossage léger en vue d'obtenir un fini antidérapant.
- .8 Garnitures d'étanchéité à l'eau :
- .1 Poser les garnitures de manière à assurer une étanchéité à l'eau continue.
- .2 Ne pas déformer ni percer les garnitures d'étanchéité à l'eau d'une manière qui pourrait diminuer leur performance.
- .3 Ne pas déplacer les armatures en posant les garnitures d'étanchéité à l'eau.
- .4 Liaisonner les garnitures d'étanchéité sur le chantier même, avec un outillage conforme aux exigences du fabricant.
- .5 Liaisonner les garnitures d'étanchéité solidement en place.

3.3 FINITION DES SURFACES
(Suite)

- .8 (Suite)
- .6 Les joints bout à bout thermosoudés sur le chantier sont permis seulement entre les longueurs droites.
- .7 Utiliser des cornières et des baguettes soudées en usine à moins d'autorisation spéciale de la part du Représentant du Ministère.
- .9 Fonds de joint :
- .1 .1 Sauf autorisation spéciale du Représentant du Ministère, prévoir un fond de joint d'une seule pièce, de l'épaisseur et de la largeur requises, pour chaque joint.
- .2 S'il faut plus d'une pièce pour un joint, attacher les extrémités des pièces qui s'aboutent et maintenir fermement ces dernières dans la position voulue en les agrafant ou en les fixant solidement de tout autre manière.
- .3 Situer et réaliser les joints de rupture, de construction, de dilatation selon les indications.
- .4 Poser les fonds de joint requis.
- .5 Utiliser un fond de joint de 12 mm d'épaisseur pour séparer les dalles sur sol des surfaces verticales. Sauf indication différente, le fond de joint doit être posé à partir du bas de la dalle et se prolonger jusqu'à 12 mm au-dessus du niveau de la surface finie de cette dernière.
- .10 Membranes hydrofuges :
- .1 A l'intérieur du bâtiment, installer une membrane hydrofuge avant de couler les dalles sur sol en béton.
- .2 Aux endroits où il y a des joints, faire chevaucher les bords de la membrane hydrofuge sur une largeur d'au moins 150 mm et sceller les joints.
- .3 Réparer les perforations de la membrane hydrofuge avant de procéder à la mise en place du béton.
- .4 Utiliser des pièces dont les dimensions excèdent d'au moins 150 mm celles des perforations, et les sceller en place.

- | | | |
|---|----|---|
| <u>3.4 JOINTS DE RETRAIT</u> | .1 | Tailler et façonner des joints de retrait dans les dalles au sol, aux endroits indiqués, selon la norme CSA A23.1/A23.2, et les remplir avec le produit de remplissage/de scellement spécifié. |
| <u>3.5 JOINTS DE DILATATION ET DE RUPTURE</u> | .1 | Poser, d'affleurement avec la surface finie, des fonds de joint prémoulés de la pleine épaisseur de la dalle dans les joints de dilatation et de rupture, selon la norme CSA A23.1/A23.2. |
| <u>3.6 CURE DU BÉTON</u> | .1 | Utiliser des produits de cure compatibles avec les revêtements de finition des surfaces en béton, ne contenant aucun liant et conformes à la norme CSA A23.1/A23.2. |
| <u>3.7 TOLÉRANCES DE MISE EN OEUVRE</u> | .1 | Les tolérances concernant la finition des dalles de plancher en béton doivent être conformes à la norme CSA A23.1/A23.2. |
| <u>3.8 CONTROLE DE LA QUALITÉ SUR PLACE</u> | .1 | Inspections et essais du béton : |
| | .1 | Le béton peut être soumis à des essais exécutés par le laboratoire d'essai désigné par l'ingénieur et selon la norme CSA A23.1/A23.2 et le coût de ces essais sera assumé par le Représentant du Ministère. |
| | .2 | L'inspection ou les essais par le consultant n'augmentera ou ne remplacera pas le contrôle de qualité de l'entrepreneur, ni le décharger de sa responsabilité contractuelle. |
| <u>3.9 NETTOYAGE</u> | .1 | Effectuer les travaux de nettoyage conformément à la section 01 74 11 - Nettoyage. |
| | .2 | Prévoir des pulvérisateurs à gâchette à raccorder à des tuyaux d'arrosage. |
| | .3 | Désigner une aire de nettoyage pour les outils afin de limiter la consommation d'eau propre et le volume d'eaux de ruissellement. |
| | .4 | Nettoyer les matériels de bétonnage conformément à la section 01 35 43 - Protection de l'environnement. |

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

<u>1.1 SECTIONS CONNEXES</u>	.1	Section 01 11 00 Instructions générales.
	.2	Section 03 10 00 Coffrages et accessoires pour béton.
	.3	Section 03 20 00 Armatures pour béton.
	.4	Section 03 30 00.01 Béton coulé en place.
	.5	Section 03 50 00 Restauration et injection de résine époxy du béton.
<u>1.2 NORMES DE RÉFÉRENCE</u>	.1	CSA International
	.1	CAN/CSA A371, Maçonnerie des bâtiments.
<u>1.3 DESCRIPTION DES TRAVAUX</u>	.1	La présente section s'applique aux divers éléments qui sont liés ou faisant partie de la réparation ou le remplacement du béton.
	.1	Les linteaux, les appuis, les couronnes, etc. de maçonnerie ou de béton en se référant aux travaux de réparation ou de remplacement;
	.2	la coupe à la scie des surfaces en béton;
	.3	le goujonnage y compris l'injection du coulis époxy;
	.4	le remplacement des solins de plomb, d'aluminium et de cuivre conjointement avec les travaux de béton;
	.5	le remplacement ou nouveaux joints de dilatation et de fractionnement des murs, planchers et dalles en béton;
	.6	le sablage au jet / sablage à l'eau des surfaces en béton ou acier noyé/barre d'armature ;
	.7	l'application d'un revêtement antidérapant après le sablage; et

1.3 DESCRIPTION DES
TRAVAUX
(Suite)

- .1 (Suite)
.8 le remplacement de petits ensembles de marches en béton complet avec main courante.

1.4 TRAVAUX COMPRIS

- .1 La portée des travaux comme suit :
- .1 enlèvement du béton simple et armé;
 - .2 enlèvement des bordures et caniveaux d'asphalte et de béton;
 - .3 enlèvement du gazon, du sol, des débris d'asphalte, de matériau de remblayage, etc., pour faciliter la mise en place du béton ou de l'asphalte :
 - .1 l'enlèvement ci-dessus comprend l'élimination hors de la propriété du MDN à un site approuvé;
 - .4 coupe à la scie du béton et de l'asphalte;
 - .5 la fourniture et installation des matériaux granuleux approuvés;
 - .6 la fourniture et installation de gazon approuvé;
 - .7 la fourniture et installation d'asphalte;
 - .8 la fourniture et mise en place des armatures en acier;
 - .9 la fourniture et mise en place du béton;
 - .10 la fourniture et installation des ancrages, des matériaux d'étanchéité, d'asphalte, carton-fibre, éléments à noyer, goujons, chaises, attaches et accessoires divers pour béton;
 - .11 la fourniture et installation des bordures et caniveaux de béton et/ou d'asphalte;
 - .12 la fourniture et installation des adjuvants du béton, produits de reprise, produits de cure, mastics pour béton, durcisseurs pour béton, et enduits;

- 1.4 TRAVAUX COMPRIS (Suite)
- .1 (Suite)
 - .13 la fourniture et installation des matériaux et de l'équipement nécessaires pour la mise en place du béton par temps froid et/ou par temps chaud;
 - .14 la fourniture et installation des matériaux et de l'équipement nécessaires pour la finition et protection des travaux de béton; et
 - .15 la fourniture et installation d'éléments en béton préfabriqué tels que les bordures, escaliers, etc.

- 1.5 TRANSPORT, ENTREPOSAGE ET MANUTENTION
- .1 Livrer les matériaux au chantier dans des conditions sèches.
 - .2 Garder les matériaux secs jusqu'au moment de leur mise en oeuvre, sauf lorsqu'il est prescrit que les éléments doivent être mouillés.
 - .3 Entreposer les matériaux sous des couvertures imperméables, sur des palettes ou des plates-formes posées sur des planches ou des madriers, de manière qu'ils ne reposent pas directement sur le sol.

PARTIE 2 - PRODUITS

- 2.1 SOLINS
- .1 Solins de maçonnerie :
 - .1 Plomb :
 - .1 tôle d'une épaisseur de 0,2 mm.
 - .2 Adhésif pour recouvrement :
 - .1 tel que recommandé par le fabricant du solin.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

- 3.1 PROCÉDÉ DE TRAVAIL
- .1 La portée des divers travaux et des matériaux à être utilisés sur chaque travail de béton seront identifiés sur chaque commande subséquente soumise par le Représentant du Ministère.

3.1 PROCÉDÉ DE TRAVAIL (Suite)

- .2 Aux endroits où du béton neuf est liaisonné à un ouvrage existant, forer des trous dans le béton existant.
- .1 Introduire dans les trous ainsi forés des goudons en acier constitués de barres d'armature en acier à haute adhérence et bien noyer ces derniers avec du coulis à compensation de retrait afin de les ancrer et de les maintenir aux positions indiquées.
- .3 Réaliser les ouvrages d'aplomb, de niveau et d'alignement, en confectionnant des joints verticaux bien alignés.
- .4 Nettoyer et enlever le béton en vrac et l'écaillage.
- .5 Nettoyer et préparer la surface de béton détérioré et l'acier d'armature, en utilisant les méthodes approuvées.
- .6 A moins d'indications contraires du Représentant du Ministère, un produit de reprise approuvé doit être utilisé sur le béton existant avant la nouvelle chape.
- .7 Resurfaçer le béton ou la maçonnerie en utilisant des produits tel que spécifié dans la demande.
- .8 La protection des surfaces environnantes et la qualité de l'exécution seront de la même qualité que prévue à la section 01 11 00 Instructions générales.

3.2 ENLEVEMENTS

- .1 Retirer le béton selon les directives du Représentant du Ministère. Scier soigneusement les zones de coupe selon les directives du Représentant du Ministère. Protéger les surfaces adjacentes contre les dommages.
- .2 Au besoin, enlever l'équipement existant, les installations techniques et les obstacles pour la finition ou la remise en état des surfaces existantes et les remplacer pendant l'avancement des travaux.
- .3 Éliminer les matériaux de démolition en conformité avec les réglementations de l'environnement provinciales.

3.2 ENLEVEMENTS (Suite)

- .4 A la fin de chaque journée de travail, laisser les travaux dans un état sécuritaire de sorte qu'aucune crainte qu'une partie peut basculer ou tomber.
- .5 La démolition doit être effectuée de manière à réduire au minimum la poussière. Garder les matériaux poussiéreux mouillés.
- .6 Démolir les éléments en béton en petites sections. Protéger les personnes et les biens contre les dommages.
- .7 Enlever les matériaux dangereux ou contaminés du site et les éliminer en conformité avec les réglementations provinciales de la santé et sécurité et de l'environnement.

3.3 SOLINS

- .1 Installer les solins dans la maçonnerie/béton selon la norme CAN/CSA A371.
- .2 Faire chevaucher les joints sur une largeur de 150 mm, et les sceller à l'aide d'un adhésif.
- .3 Remplacer les solins sur les cheminées.

3.4 ÉLÉMENTS A NOYER

- .1 Tel que déterminé et/ou suivant les instructions du Représentant du Ministère. Tous les matériaux doivent être destinés à cette fin et capable d'être moulés ou injectés dans le béton. Assurer que les métaux n'engendre pas une réaction chimique. Assurer que le bois est protégé du béton.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 SECTIONS CONNEXES

- .1 Section 01 11 00 Instructions générales.
- .2 Section 03 10 00 Coffrages et accessoires pour béton.
- .3 Section 03 20 00 Armatures pour béton.
- .4 Section 03 30 00.01 Béton coulé en place.
- .5 Section 03 40 00 Divers travaux de béton.

1.2 NORMES DE RÉFÉRENCE

- .1 ASTM International
 - .1 ASTM C109/C109M, Standard Test Method for Compressive Strength of Hydraulic Cement Mortars (Using 2 in. or 50 mm Cube Specimens).
 - .2 ASTM C827/C827M, Standard Test Method for Change in Height at Early Ages of Cylindrical Specimens of Cementitious Mixtures.
 - .3 ASTM C881/C881M, Standard Specification for Epoxy-Resin-Base Bonding Systems for Concrete.
 - .4 ASTM C939/C939M, Standard Test Method for Flow of Grout for Preplaced-Aggregate Concrete (Flow Cone Method).
- .2 American Concrete Institute (ACI)
 - .1 ACI 117M, Specification for Tolerances for Concrete Construction and Materials.
- .3 Association canadienne de normalisation (CSA)/CSA International
 - .1 CSA A23.1/A23.2, Béton - Constituants et exécution des travaux / Méthodes d'essai et pratiques normalisées pour le béton.
 - .2 CSA A3000, Compendium des matériaux liants (Contient A3001, A3002, A3003, A3004 et A3005).

1.3 TRAVAUX COMPRIS

- .1 La portée des travaux comme suit :
 - .1 le montage d'échaffaudages, de mobilisation, et d'installation pour accéder à la zone de travail;
 - .2 la fourniture et l'utilisation des équipements de sécurité;
 - .3 le nettoyage et la préparation des surfaces;
 - .4 le toupillage, l'écornure, le nettoyage à jet d'eau, «Blastracing», mouture, etc. pour enlever le béton détérioré;
 - .5 le nettoyage et la préparation des armatures en acier;
 - .6 l'injection de résines époxydes;
 - .7 l'application d'apprêts et de liants;
 - .8 l'application de mortiers de réparation du béton et de produits de ragréage;
 - .9 l'application de scellants pour béton et d'inhibiteurs de corrosion;
 - .10 la construction de coffrage pour faciliter la réparation;
 - .11 la dépose de béton, des armatures et des éléments de maçonnerie;
 - .12 la dépose de structures temporaires, de plates-formes de travail, de coffrages, etc.; et
 - .13 le nettoyage.

1.4 TRAVAUX NON COMPRIS

- .1 Si des travaux supplémentaires de maçonnerie sont nécessaires pour remettre en bon état les surfaces des zones d'injection, ces travaux seront compris dans les divers matériaux et main d'oeuvre.

1.5 EXIGENCES GÉNÉRALES

- .1 L'entrepreneur doit utiliser seulement des ouvriers qualifiés pour la préparation des surfaces en béton, l'injection, les réparations de fissures, et des réparations de surface.

1.5 EXIGENCES GÉNÉRALES (Suite)

- .1 (Suite)
 - .1 Tout travail impliquant la préparation de la surface, l'injection, réparations de fissures et des réparations de surface doit être fait par les gens de métier ayant de l'expérience dans l'utilisation d'époxy ou d'injection de résine pour la réparation de fissures et la restauration du béton.
- .2 Tout les travaux de réparation/restauration sont établis en fonction d'une «approche systémique» pour la réparation du béton.
 - .1 Le travail comprend tous les travaux de préparation, le nettoyage, le coffrage, le nettoyage des barres d'armature, le remplacement/réparation des barres d'armature, la protection de l'acier d'armature, le liaisonnement, le processus de réparation du mortier, réparation de fissures, cure, de scellement, de l'application d'un revêtement anti-corrosion , etc., afin de restaurer/réparer efficacement les zones indiquées.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 MATÉRIAUX

- .1 Cette spécification est écrite en fonction d'un système d'un fabricant. Tous les produits utilisés sur chaque projet de réparation doit être du même fabricant.
- .2 Substituts : Ce qui suit sont quelques fabricants dont les produits peuvent être soumis comme alternatives. L'entrepreneur est responsable pour déterminer le produit comparable pour chaque utilisation envisagée.
 - .1 Cappar Ltd;
 - .2 Fosroc;
 - .3 Master Builders Technologies.
- .3 L'entrepreneur doit choisir le meilleur produit pour la réparation particulière et approuvé par le Représentant du Ministère.

2.1 MATÉRIAUX <u>(Suite)</u>	.4	Tous les produits doivent être compatibles entre eux. La réparation du béton doit intégrer une «approche systémique» et doit être en conformité avec les procédures de l'industrie pour la restauration du béton. Il est primordial que le système d'un fabricant doit être utilisé pour assurer une garantie claire et définie.
2.2 PRODUITS DE <u>RESTAURATION DU BÉTON</u>	.1	Tous les produits et matériaux spécifiés dans cette section doivent être entreposés, préparés, mélangés, appliqués, finis et faire la cure du béton en stricte conformité avec les instructions écrites du fabricant.
	.2	Tous les produits et matériaux spécifiés dans cette section doivent être utilisés en conformité avec l'usage prévu par le fabricant. Toutes les limitations du produit décrites dans la documentation technique doivent être respectées. Si le produit ne répond pas à l'utilisation prévue du fabricant, informer le Représentant du Ministère par écrit avant l'utilisation.
	.3	Ne pas utiliser de produit dont la durée de conservation est dépassée ou n'a pas été entreposé à la température recommandée.
	.4	L'entrepreneur sera responsable de fournir tous les produits de restauration nécessaires, y compris les liants, adhésifs et apprêts.
2.3 APPRET POUR <u>ARMATURE DU BÉTON</u>	.1	Utiliser une résine époxyde/produit de reprise à base d'eau et un revêtement de protection contre la corrosion.
2.4 APPRET POUR <u>ARMATURE DU BÉTON ET PRODUIT DE REPRISE (SOUS LA LIGNE D'EAU)</u>	.1	Les apprêts et les produits de reprise selon les recommandations du fabricant des produits de restauration du béton. Apprêt doit être compatible avec le mortier de réparation et approprié pour utilisation sous l'eau dans un milieu marin. Soumettre les fiches techniques au Représentant du Ministère pour approbation avant l'utilisation.

<u>2.5 PRODUIT DE REPRISE DU BÉTON</u>	.1	Une résine époxyde/produit de reprise de ciment Portland à base d'eau avec des propriétés de protection anti-corrosion spécialement conçus pour être utilisés avec les produits de restauration spécifiés dans cette section. Remarque: Si un autre type de produit de reprise ou une méthode de liaisonnement à un ouvrage existant est recommandé par le fabricant de produits de restauration, avant les travaux, informer le Représentant du Ministère par écrit pour approbation des produits de reprise alternatifs.
<u>2.6 INJECTION SOUS PRESSION (SOUS LA LIGNE D'EAU)</u>	.1	Scellement des fissures avant l'injection doit être réalisé en utilisant une pâte adhésive époxyde à haute tenacité, exempte de solvants, insensible à l'humidité, à module élevé, pour répondre à la norme ASTM C881 type I, II, IV et V, de grade 3, de catégorie B et C.
	.2	Injection de résine sous-marine conformément à la norme ASTM C881.
<u>2.7 INJECTION D'ÉPOXYDE (DESSUS DE LA LIGNE D'EAU)</u>	.1	Système de résine époxyde à faible viscosité, exempte de solvants, à deux composants, insensible à l'humidité, spécifiquement formulé pour les injections d'époxy.
<u>2.8 MORTIERS DE RÉPARATION</u>	.1	Un composé de réparation modifié par polymères à base de ciment, sans affaissement, à retrait compensé, spécifiquement conçu pour les réparations profondes sur des surfaces verticales.
<u>2.9 RAGRÉAGE / MATÉRIAUX DE RÉPARATION (SOUS LA LIGNE D'EAU)</u>	.1	Ragréage : .1 Système de résine époxyde à deux composants, exempte de solvants, 100 % matières solides, insensible à l'humidité, spécifiquement conçu pour le ragréage des surfaces sous-marine verticales et de plafonds.
	.2	Zones formées : .1 Un système de coulis époxyde à trois composants spécifiquement conçu pour le remplissage de l'espace annulaire sans égouttage.

<u>2.10 REVETEMENT DE PROTECTION / SCELLANTS POUR BÉTON</u>	.1	Pénétrant, migrateur, le revêtement anti-corrosion pour béton durci.
<u>2.11 MATÉRIAUX DE PRÉPARATION</u>	.1	L'entrepreneur doit utiliser les apprêts et les liants recommandés par le fabricant pour l'utilisation prévue des travaux de restauration.
<u>2.12 OUTILS ET MATÉRIEL</u>	.1	L'entrepreneur est responsable de fournir tous les outils et le matériel nécessaires pour effectuer avec efficacité les travaux de restauration tant sous ou au-dessus de la ligne d'eau.
<u>PARTIE 3 - EXÉCUTION</u>		
<u>3.1 GÉNÉRALITÉS</u>	.1	Les travaux de bétonnage doivent être effectués en conformité avec la norme CSA A23.1/A23.2 et en stricte conformité avec les instructions imprimées du fabricant. L'entrepreneur sera responsable de choisir et d'utiliser le meilleur produit de restauration spécifié pour chaque élément de réparation particulier.
<u>3.2 PRÉPARATION</u>	.1	Bien nettoyer et préparer les surfaces de béton avant l'application des produits de réparation. Enlever le béton détérioré et en vrac en utilisant la méthode approuvée par le Représentant du Ministère. La méthode d'essai de nettoyage sur la zone échantillon avant de commencer les travaux si demandé par le Représentant du Ministère.
	.2	Retirer tous les organismes marins, les écailles de rouille sur les barres d'armature, l'huile, la graisse, les débris et autres substances délétères pour assurer une bonne adhérence du béton de réparation aux surfaces de béton existantes.

3.2 PRÉPARATION (Suite)

- .3 La propreté des surfaces de béton est soumise à l'approbation du Représentant du Ministère. La zone de travail sera inspectée avant l'application des matériaux de réparation. Le travail ne procédera pas à moins que le Représentant du Ministère accepte l'état des surfaces existantes. Les surfaces de béton seront correctement nettoyées de nouveau par l'entrepreneur, sans coût supplémentaire pour le MDN, si les surfaces ne sont pas acceptables au Représentant du Ministère ou s'il y a un retard entre le nettoyage initial et la mise en place du béton.
- .4 Assurer que les surfaces de béton existantes sont solides et rugueuses pour fournir une bonne adhérence du nouveau béton.
- .5 Assurer que les arêtes sont droites et verticales pour éliminer les bords en biseau.
- .6 Implanter la zone de réparation afin de réduire la longueur de limite d'arête.

3.3 QUALITÉ DE L'EXÉCUTION

- .1 Tous les produits et les matériaux de restauration doivent être utilisés ou installés en stricte conformité avec les instructions du fabricant. L'entrepreneur sera responsable d'assurer la visite du site pendant les travaux par un représentant technique du fabricant et doit soumettre par écrit au Représentant du Ministère une déclaration indiquant les produits sont préparés et appliqués conformément aux recommandations du fabricant.

3.4 MÉTHODE DE TRAVAIL - INJECTION

- .1 Enlever la peinture en vrac, qui s'écaille ou détérioré des surfaces de béton où le travail doit être effectué.
- .2 Nettoyer les surfaces pour qu'elles soient libres de saleté, de poussière, de graisse, de rouille ou d'autres corps étrangers.
- .3 Toutes les bouche-fentes précédemment appliquées, produits de ragréage, coulis ou stucco doivent être retirés jusqu'à ce qu'un subjectile solide est atteint sur toutes les pans de la fissure.
- .4 La fissure doit être soigneusement nettoyée avec des brosses métalliques pour enlever la poussière et les particules en vrac, le toupillage de toutes les fissures peut être nécessaire.

3.4 MÉTHODE DE TRAVAIL - INJECTION (Suite)

- .5 Le degré de préparation de la surface sera de manière à garantir l'adhésion du travail fini.
- .6 Les orifices d'injection seront ensuite calés et le vide engendré, rempli avec de la pâte de liaisonnement pour béton. Les surfaces environnantes ou les vides reçoivent également le liant.
- .7 La fissure doit être injecté par les orifices d'injection avec de la résine d'injection. Cette injection doit être effectuée avec une pression positive maximale de 138 kPa au-dessus toutes charge hydrostatique en utilisant de l'équipement de distribution et de dosage automatique avec une stat de gâchage à deux composants à la tête d'injection.
- .8 Après le durcissement de la résine d'injection, toutes les orifices et les liants époxydiques en saillie doivent être meulés ou burinés. La zone réparée doit recevoir une couche uniforme de liant époxydique afin de garantir une surface réelle de niveau.
- .9 Si les surfaces environnantes de béton doivent être réparées à raison d'esthétique ou à refaire la surface de stucco alors ces réparations de la maçonnerie supplémentaires seront effectuées et payées dans le cadre des frais divers.

3.5 CONTROLE DE LA QUALITÉ SUR PLACE

- .1 L'inspection et l'essai du béton et de ses constituants seront effectués par le laboratoire d'essai désigné par le Représentant du Ministère, selon la norme CSA A23.1/A23.2.
- .2 Les essais non destructifs du béton doivent être exécutés selon les méthodes décrites dans la norme CSA A23.1/A23.2.
- .3 L'inspection ou l'essai par le consultant n'augmente pas ou ne remplace pas le contrôle de la qualité de l'entrepreneur, ni le décharger de sa responsabilité contractuelle.

3.6 MISE EN OEUVRE PAR TEMPS FROID

- .1 Si le travail doit être effectué pendant les mois d'hiver, l'entrepreneur doit fournir des baraques provisoires et protections avec chauffage complémentaire jugées appropriées par le Représentant du Ministère pour une protection complète du travail.

3.7 EXIGENCES DE
PROTECTION POUR LES
TRAVAUX INTÉRIEURS

- .1 Lorsque le travail intérieur se produit, l'entrepreneur doit installer les revêtement en plastique pour éliminer la poussière/saleté aux zones environnantes et passer l'aspirateur des zones entières à la suite de ce travail.

Government
of CanadaGouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W010C-20-0194

Security Classification / Classification de sécurité

UNCLASSIFIED

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE

1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine		National Defence		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction Marlant - FCE	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant			
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Work under this SO comprises the furnishing of all labour, materials, tools, equipment, transportation and supervision required to perform miscellaneous concrete work, concrete restoration and epoxy injection work to concrete and masonry surfaces, for exterior & interior of buildings, grounds and works of CFB Halifax as per attached specification dated 2019-06-03.					
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?				<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?				<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis					
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)				<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.				<input type="checkbox"/> No Non	<input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?				<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès					
Canada <input type="checkbox"/>		NATO / OTAN <input type="checkbox"/>		Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>	
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion					
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>		All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>		No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>	
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>					
Restricted to: / Limité à : Specify country(ies): / Préciser le(s) pays : <input type="checkbox"/>		Restricted to: / Limité à : Specify country(ies): / Préciser le(s) pays : <input type="checkbox"/>		Restricted to: / Limité à : Specify country(ies): / Préciser le(s) pays : <input type="checkbox"/>	
7. c) Level of information / Niveau d'information					
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>		NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>		PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>		NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>		PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>		NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>		PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>		NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>		CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>		COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>				TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>				TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat
W010C-20-0194

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- | | | | |
|---|---|---|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> SECRET
SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET
TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET
NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS | | | |

Special comments:

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☐ No ☐ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non Oui



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat
W010C-20-0194

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO					COMSEC				
	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET	NATO RESTRICTED	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET
				CONFIDENTIEL		TRÈS SECRET	NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIEL		COSMIC COSMIC TRÈS SECRET	A	B	C	CONFIDENTIEL		TRÈS SECRET
Information / Assets Renseignements / Biens	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Production	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
IT Media / Support TI	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
IT Link / Lien électronique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).